

***l'Anti*capitaliste**

n°244 | 29 mai 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LA MENACE DU FN

Riposte sociale et politique :



Dossier

**Europe: après
le 25 mai**

Pages 6 et 7



ÉDITO

**Le Pape, la Palestine...
la paix?** Page 2

PREMIER PLAN

**Europe: la crise pousse aussi
à gauche!** Page 3

ACTU POLITIQUE

FN et UMP: le couplé gagnant?
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Postiers du 92: entretien avec deux
grévistés** Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Le Pape, la Palestine... la paix?

En visite dans les territoires palestiniens et en Israël, le Pape François a multiplié les déclarations en faveur de « la paix » et a même, au terme d'une messe célébrée à Bethléem, invité Mahmoud Abbas et Shimon Pérès à se rendre au Vatican pour une « rencontre de prière ». Une initiative que d'aucuns ont interprété comme une tentative de réanimation du « processus de paix » mais qui demeure, en réalité, symbolique. Shimon Pérès est président de l'État d'Israël, une fonction essentiellement honorifique, et ne bénéficie d'aucun mandat et d'aucun pouvoir pour négocier avec les Palestiniens. Le gouvernement israélien, dominé par la droite et l'extrême droite, seul en charge des négociations, s'est retiré des discussions fin avril et n'a aucunement l'intention de revenir sur sa décision. Une invitation symbolique donc, à l'instar des paroles et des actes du Pape lors de son séjour au Proche-Orient. Si la halte impromptue devant le mur d'annexion a été saluée par les Palestiniens et est considérée par certains dirigeants israéliens comme une défaite dans la guerre des images, il convient de ne pas surinterpréter ce geste. Il s'agit en effet d'aller au-delà des images et des symboles, et de considérer la visite de François dans sa globalité. Car le Pape s'est également rendu sur la tombe de Theodor Herzl, père fondateur du sionisme, et sur le mémorial des victimes israéliennes d'attentats, deux arrêts destinés à rétablir « l'équilibre » entre Israël et les Palestiniens. Une approche « équilibrée » que l'on retrouve dans les déclarations du Pape, qui en a appelé à « une paix stable, basée sur la justice, sur la reconnaissance des droits de chacun et sur la sécurité réciproque », enjoignant les « deux parties » à « marcher résolument vers [la paix], même en renonçant chacun à quelque chose ». Rien de bien nouveau en somme, même si l'on se doit de relever que, contrairement aux chefs d'État occidentaux (tel Hollande lors de sa récente visite), le Pape s'est rendu d'abord en Cisjordanie et a attiré l'attention sur le mur. Mais on est encore loin de la « courageuse prise de position » que certains fantasment : c'est en condamnant et en sanctionnant Israël que l'on œuvrera pour la justice, et non en prétendant relancer un « processus de paix » depuis longtemps mort et enterré.

BIEN DIT

Je dédie la Palme à la jeunesse turque, à celles et ceux qui ont perdu la vie pendant l'année qui s'est écoulée.

Le réalisateur turc NURI BILGE CEYLAN qui a reçu samedi 24 mai la Palme d'or du 67^e Festival de Cannes pour son film *Winter Sleep*.

L'extrême droite le arrive largement en tête et confirme une implantation nationale. L'abstention massive n'autorise pas à se rassurer. Rien ne dit que celles et ceux qui ne sont pas allés voter auraient fait un choix sensiblement différent.

Ni rire ni pleurer, comprendre

Le FN profite de la division de la droite classique, des affaires, et de la corruption qui éclatent au grand jour, de la crise de l'UMP qui l'empêche d'engranger le désaveu du PS. Quant au Parti socialiste, il a bien mérité de tomber à moins de 14%. Il n'a pas volé sa défaite, payant ainsi la politique favorable au patronat menée depuis plus de deux ans. C'est donc tout le système institutionnel fondé sur l'alternance entre l'UMP et le PS qui est ébranlé. Dans la plupart des pays d'Europe, une sanction similaire touche les gouvernements qui ont mis en œuvre les diktats de la Commission européenne, de la BCE et du FMI contre les travailleurs et les peuples. Elle sanctionne aussi une Europe capitaliste antidémocratique et éloignée des préoccupations de la majorité des populations.

Résister

Le FN a réussi à usurper la représentation du rejet du gouvernement et d'un système qui décidément ne représentent en rien les 99%. Le poids politique accru de ce parti augmentera la visibilité et la légitimité de ses réponses autoritaires et nationalistes. Il ne peut que libérer l'expression décomplexée du racisme et du sexisme, de la haine de l'autre, et constitue un danger que nous ne devons pas sous-estimer.

Cela appelle un combat unitaire, une riposte antiraciste, féministe, pour l'égalité des droits, la solidarité internationale. Un an après l'assassinat de Clément Méric, les manifestations du samedi 7 juin sont une première échéance qui doit permettre de rassembler le plus largement celles et ceux qui ne veulent pas laisser la voie libre à l'extrême droite et à ses idées nauséabondes.

Reconstruire

Dimanche les urnes ont montré la désespérance sociale de celles et ceux qui souffrent des politiques

d'austérité mises en œuvre par les gouvernements successifs. C'est – aussi et surtout – la conséquence de l'effondrement du mouvement ouvrier, qu'il soit politique ou syndical, incapable de constituer un rempart face aux coups répétés d'un système capitaliste en crise mais qui fait payer durement celle-ci aux populations.

Car là est bien le cœur du problème. Le Parti socialiste est directement et irrémédiablement responsable et coupable des politiques de baisse du « coût du travail », des privatisations, de la mise à mort des services publics et de la protection sociale qui détruisent nos emplois et nos vies au nom de la compétitivité et de la croissance. Dès lundi, Manuel Valls s'est empressé d'affirmer : « Je ne changerai pas de feuille de route », et Hollande a confirmé. Sans

surprise, il n'y a rien à attendre du côté du gouvernement. Mais à sa gauche aucune force, ni politique, ni syndicale, ni sociale, ne parvient à apparaître comme utile et efficace pour résister. Ces outils sont à reconstruire.

Mobiliser

Les résultats électoraux doivent opérer un choc salutaire. Ils doivent résonner comme un appel pressant à donner des suites à la marche du 12 avril. Cette première initiative a permis d'unir dans la rue non seulement les forces politiques qui s'opposent au gouvernement mais aussi des secteurs mobilisés et des forces syndicales qui refusent l'inaction des directions confédérales. Ce premier pas doit être suivi de beaucoup d'autres. Nous avons collectivement besoin de reconstruire des

solidarités et des résistances concrètes qui fassent la preuve de leur efficacité contre les expulsions, contre les licenciements... Nous avons besoin de mobilisations unitaires et massives contre le budget d'austérité, contre le Tafta, ce traité transatlantique qui laisserait aux multinationales la liberté totale d'exploiter, d'empoisonner et de polluer...

Nous avons besoin d'une victoire, c'est peut-être possible à Notre-Dame-des-Landes, et nous devons y mettre toutes nos forces. Et nous avons aussi besoin d'élaborer une alternative globale à ce monde en crise capable d'engendrer les pires catastrophes, politiques, sociales et écologiques.

Pas d'autre choix que de nous atteler à toutes ces tâches, sans attendre : il y a urgence!

Christine Poupin

Dans la rue le 12 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE



UKRAINE

Petro Porochenko ou la révolte confisquée

Avec 54,5 % des suffrages exprimés et une abstention de moins de 40 % selon la presse ukrainienne, le milliardaire Petro Porochenko a été élu président de l'Ukraine.



Petro Porochenko, DR

Avec une fortune estimée par le magazine *Forbes* à 1,6 milliard de dollars, détenant l'industrie du chocolat, plusieurs entreprises de vente et de production d'automobiles, de camions et d'autobus, la chaîne de télévision Kanal 5 et le magazine *Korespondent*, c'est un des principaux oligarques ukrainiens. À noter cependant que sa chaîne de télévision est appréciée du fait du ton plus critique des informations et qu'il sait jouer le paternaliste, annonçant que le salaire moyen dans ses usines est deux fois plus élevé que dans le pays (438 euros).

Un oligarque opportuniste...

En 1998, Porochenko s'est fait élire député du Parti social-démocrate unifié du président L. Kouchma. Puis il a créé son propre parti de « centre-gauche », Solidarité, avant de faire la campagne électorale de la coalition d'opposition « Notre Ukraine » du futur Premier ministre, puis président, V. Iouchtchenko (le parrain de ses filles). Il en sera d'abord président de la commission parlementaire du budget en 2002, et a été accusé d'avoir « égaré » 8,9 millions de dollars et aussi d'avoir été responsable de la vente à l'oligarque V. Pinchouk de

Un monde à changer

ANTISEMITISME. Il y a encore des incertitudes sur les auteurs de l'attentat au musée juif de Bruxelles qui a causé la mort de quatre personnes. L'enquête les lèvera sans doute. Mais l'hypothèse d'un crime antisémite vient naturellement à l'esprit. Certains jouent de l'amalgame entre juif et Israélien. C'est le cas du gouvernement israélien dont la mauvaise foi n'a pas de limite et qui assimile toute critique d'Israël à de l'antisémitisme. Le Premier ministre israélien Netanyahu vient à nouveau de le faire à propos de l'attentat de Bruxelles. C'est le cas aussi de certains qui proclament soutenir la cause palestinienne, et nient ou relativisent le génocide des juifs par les nazis, ou bien agressent plus ou moins gravement des lieux ou des personnes pour le seul fait d'être liés au judaïsme. Ces agressions doivent être condamnées mais les responsables de la grande synagogue de Paris qui ont accepté que leurs locaux soient récemment utilisés lors d'une réunion avec l'armée israélienne favorisent ce type d'amalgame et ont une attitude

scandaleuse. D'autres, du côté de l'extrême droite, camouflent leur antisémitisme en antisionisme pour essayer d'élargir leur audience. C'est le cas en France de Soral et de sa bande. La vague brune qui a marqué les élections européennes est le fruit de politiques sociales et économiques orientées seulement par les intérêts du capital. Ces politiques utilisent de façon insidieuse le racisme et le rejet de l'autre comme outil de régulation sociale, en premier lieu les Roms, les arabes, les noirs, les musulmans... Et, dans cette période de recul du mouvement ouvrier, certains opprimés sont sensibles aux sirènes du racisme et de la haine de l'autre. La haine du juif en tant que juif est inacceptable, pas plus que la haine des personnes appartenant à n'importe quelle communauté. « *L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles* » disait le socialiste allemand Bebel à la fin du XIX^e siècle. Cette phrase garde toute son actualité, même si d'autres racismes prospèrent dans cette phase de pourrissement du capitalisme.

EUROPE **La crise pousse aussi à gauche!**

La crise de l'Union européenne ne s'est pas uniquement traduite par le renforcement du vote populiste et d'extrême droite. Un vote contestant les politiques d'austérité et le fonctionnement des institutions, à gauche de la social-démocratie s'est globalement consolidé.

ont élu plus de la moitié des députés à gauche de la social-démocratie.

Tracer des perspectives communes
Ailleurs, les résultats sont beaucoup plus mitigés, voire franchement décevants. Les grandes formations

aux 4,9% de 2009. Dans ce contexte, on se félicitera de la percée de la coalition PTB-GO et PDVA+ en Belgique, surtout dans la partie Wallonne où le PTB-GO a recueilli 5,5% des voix. Aux Pays-Bas, le Socialistische Partij passe de 7 à 9,6% avec toujours 2 députés. Au Danemark et en Suède les formations de la Gauche Verte nordique gardent leur député en augmentant légèrement leur score (respectivement 2,3 et 6,3% des voix), pendant qu'en Finlande, Vasemmistoliitto retrouve un député en obtenant 9,3%. Enfin en Europe orientale, seul le Parti Communiste tchèque tire son épingle du jeu avec 11% des voix et trois députés... Mais peut-on vraiment le considérer un tant soit peu comme de la gauche radicale? Ce panorama souligne le problème de perspective posé par l'hétérogénéité et le manque de dynamique européenne. La où les droites extrêmes et populistes présentent des solutions de protection des populations en colère, basées sur le repli national et le rejet de l'autre, la gauche radicale doit opposer des perspectives communes clairement anticapitalistes qui impliquent la mobilisation des échelons locaux, sectoriels, nationaux et internationaux. Cette mobilisation et cette solidarité internationale constituent un chantier essentiel pour nous.

Christian Varin
Retrouvez nos correspondances internationales en pages 6 et 7, et les résultats du NPA en page 10.

Ce scrutin débouche sur un nombre de députés européens passant au niveau européen de 35 à probablement 47, pour ne compter que ceux affiliés au groupe parlementaire GUE/NGL animé par les communistes. C'est évidemment bien insuffisant pour modifier le rapport de forces (moins de 7% du total des députés), et avec de très fortes disparités: organisations et coalitions électorales inégales, certaines très modérées et liées aux sociaux-démocrates, d'autres clairement révolutionnaires, certaines internationalistes, d'autres plus souverainistes, certaines anticapitalistes larges, ou avec des caractéristiques mouvementistes, d'autres bureaucratiques ou sectaires... L'élément marquant est le rôle dans ces résultats des grandes luttes récentes en Europe du sud, en réponse aux attaques sociales sauvages menées contre les populations en Grèce, en Espagne et au Portugal. Ainsi en Grèce, Syriza arrive en tête de toutes les coalitions et obtient plus de 26% et 6 députés, le KKE 6% et 2 députés, et Antarsya 0,7%, soit au total un tiers de l'électorat. Dans l'État espagnol, la coalition autour d'Izquierda Unida



obtient 10% des voix et 6 députés, le Mouvement «Podemos» (avec en son sein les révolutionnaires d'Izquierda Anticapitalista) 8% et 5 députés, et les deux coalitions autour des nationalistes de gauche, catalans, basques et galiciens, obtiennent au total 6% et 3 députés. Au Portugal, le PCP obtient 12,7% des voix (3 députés) pendant que le Bloc de gauche recueille 4,6% (1 député). On peut aussi citer Chypre, où le parti AKEL qui a déçu au gouvernement, de nouveau dans l'opposition, atteint 27% des voix (2 députés). Ces quatre pays où règne le scrutin proportionnel

appuyées sur les appareils des ex-PC stagnent, comme Die Linke en Allemagne (7,4% et 4 députés) et le Front de gauche en France (6,3% et 3 députés + 1 apparenté) qui perdent chacun un député. En Italie, la coalition «L'autre Europe-Avec Tsipras» recueille 4% là où celle autour du PRC avait obtenu 3,4% en 2009. Dans ces pays, les listes plus à gauche, anticapitalistes et révolutionnaires obtiennent des résultats très faibles, comme en France où LO obtient 1% (en légère baisse), et le NPA qui n'était pas présent dans toutes les circonscriptions, seulement 0,3% à comparer

l'entreprise publique Nikopol Ferroalloy pour 80 millions de dollars, alors qu'elle était estimée à 1 milliard... Puis, en 2005 et à nouveau en 2009, il devient secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense, favorisant l'adhésion à l'OTAN. En 2007-2012 il prend la tête du Conseil de la banque nationale, et en 2009-2010, il est ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Ioulia Timochenko... ce qui ne l'empêchera pas de devenir en 2012, pour 9 mois, ministre du Commerce et de l'Économie du président Ianoukovytch, après que ce dernier eut écarté puis fait emprisonner Timochenko. Enfin, signalons que, en décembre 2004, il a soutenu la «révolution orange», qui va permettre l'élection de Iouchchenko, et en novembre

2013, le mouvement populaire de Maïdan... Bref, c'est un oligarque, capable de changer le camp à temps et d'utiliser ses relais politiques et médiatiques pour accroître sa puissance, qui a été élu président ce dimanche 25 mai.

Et un mouvement social freiné

Comment cela a-t-il été possible, alors qu'il y a à peine trois mois des centaines de milliers de personnes occupaient la Place («Maïdan») de l'Indépendance contre la tyrannie de l'oligarchie Ianoukovytch, protestant contre la corruption, le mal-vivre, le pouvoir absolu de l'oligarchie? L'auto-organisation du mouvement de Maïdan a été faible, signe du poids de

l'atomisation, de la faiblesse d'une culture d'organisation et du rejet de la politique, identifiée au carriérisme, dans la société. Le mouvement ne s'est pas doté d'une direction élue et, de ce fait, les partis politiques de l'opposition et les petits groupes paramilitaires d'extrême droite nationaliste, popularisés par les médias, ont pu s'emparer du gouvernement et du Parlement, dont les députés pro-Ianoukovytch ont tourné leur veste ou se sont enfuis. Le nouveau pouvoir, faible, a cherché à réorienter le conflit sur le terrain ethnique et linguistique, soutenu en cela par la Russie de Poutine qui a utilisé le même terrain pour s'emparer de la Crimée et réveiller le nationalisme grand-russe. Les gangs employés par Ianoukovytch

contre le mouvement de masse (les «touchki») et l'appareil répressif et administratif dans les régions orientales et méridionales de l'Ukraine ont pu alors s'emparer des bâtiments administratifs en Crimée et à l'est de l'Ukraine, y proclamant des «républiques populaires», effrayant la population en lui faisant croire à une «junte néonazie» à Kiev terrorisant les opposants. Notons que les candidats d'extrême droite à la présidentielle, O. Tyahnybok du parti Svoboda et D. Yaroch du Pravy Sektor ont obtenu respectivement 1,16% et 0,7%, des voix, ce qui devrait faire réfléchir ceux qui voyaient en Ukraine une montée du nazisme... C'est ce début de guerre civile

entre un gouvernement qui a confisqué la victoire populaire de Maïdan et des bandes armées pro-russes – qui a freiné le développement du mouvement social, a divisé les mécontentements et a permis l'élection d'un oligarque à la tête de l'État. Pour autant, Petro Porochenko n'a pas encore restauré un État fort en Ukraine. Les mesures d'austérité imposées par les créanciers occidentaux et appliquées par le gouvernement de Kiev, la fin des affrontements nationalistes – car le grand capital ukrainien a besoin de stabilité – et les élections législatives annoncées en automne, si elles sont démocratiques, peuvent faire revenir les aspirations populaires non réalisées sur le devant de la scène.

Jan Malewski

Le chiffre

28500

La BNP a 28 500 salariéEs dans des paradis fiscaux (56 585 en France) dont, par exemple, 1 632 à Singapour. Elle réalise 20% de son chiffre d'affaire dans ces territoires. Et la BNP n'est pas un cas particulier! (dans *le Monde* du 23 mai 2014)



Agenda

Samedi 31 mai, réunion sur les extrêmes droites, Paris. «Extrêmes droites à l'offensive... Quels enjeux, quels périls?» organisé par *Pour l'émancipation politique et sociale*, avec de nombreux intervenants, à partir de 14 h au 61 rue Violet, Paris 15^e.

Samedi 7 juin, manifestations antifascistes. Un an après la mort de Clément Méric, manifestations dans plusieurs villes. À Paris, à 14 h place de la Bastille.

Vendredi 13 juin, fête du NPA 86, Poitiers. À partir de 20 h au bar associatif et solidaire le Plan B, 30-32 boulevard du Grand-Cerf.

Du vendredi 13 au dimanche 15 juin, 150 ans de la Première internationale, Nancy. Programme complet: <http://www.150ans-premiere-internationale.org>

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Si on veut donner confiance dans l'économie française, il faut dire des choses positives.

FRANÇOIS REBSAMEN, ministre du Travail, contestant les prévisions d'un chômage à la hausse en 2014 et 2015, dans *le Parisien* du 24 mai 2014.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FRONT DE GAUCHE Résultats de crise

Dimanche, la gauche réformatrice n'a pas échappé au recul général, à la crise de la gauche institutionnelle exprimée par l'abstention ou le vote Front national. Au Front de gauche, la désillusion est à la mesure des espoirs qu'avaient suscités les scores de la présidentielle et des législatives et les meetings de Mélenchon, et cela malgré quelques déboires des municipales.

On se souvient des discours enflammés de Mélenchon prédisant la possibilité pour le Front de gauche de passer devant le PS aux européennes. Avec un score à peu près identique à celui de 2009, un peu plus de 6%, le leader du PG déclare aujourd'hui qu'il « a mal à [sa] patrie » et que son « cœur saigne en voyant dans quel état est [son] beau pays »...

En fin de compte, le Front de gauche s'en sort avec quatre élus, quatre sortants : Patrick Le Hyaric (PCF) en Île-de-France (6,4%), Marie-Christine Vergiat (sans appartenance...) dans le Sud-Est avec 5,9%, Jean-Luc Mélenchon (PG) dans le Sud-Ouest avec 8,5% et Younous Omarjee (PC de la Réunion) avec 18,2%. Mais avec 6,38%, Jacky Hénin (PCF) perd son siège d'eurodéputé dans le Nord-Ouest. Les autres candidats retrouvent à peu près les scores des précédentes européennes, avec parfois une légère progression. C'est le cas de Myriam Martin (Ensemble) avec 5,1% dans l'Ouest, de Gabriel Amard (PG) 5,2% dans l'Est, et de Corinne Morel Darleux (PG) 7,4% dans le Centre. Ces résultats vont contribuer à accélérer la crise interne du Front de gauche, aussi bien entre le PCF et le PG qu'au sein d'Ensemble. En effet, le Front de gauche n'apparaît pas comme une alternative crédible à la politique du gouvernement, et il va être confronté à une série de pressions, en premier lieu du PS, en tout cas de sa « gauche », qui va en appeler à une nouvelle « Union de la gauche » pour faire barrage au Front national.

Construire quoi et avec qui ?

Le PG et Ensemble ont réagi en attaquant légitimement la politique du gouvernement. Mais si on ne peut qu'approuver la volonté de rassembler dans l'action toutes les forces opposées à la politique d'austérité ou à l'Europe capitaliste, comme le propose le PG à l'occasion de la résistance au TAFTA (le traité transatlantique en cours de discussion), on s'étonne de voir mettre sur le même plan EÉLV et les forces de gauche opposées à la politique du gouvernement, comme le NPA ou LO.

En effet, si la majorité des Verts a été obligée par sa base de se retirer du gouvernement, elle continue néanmoins de le soutenir et se refuse à être dans l'opposition. Il en est de même pour le moment de « l'opposition interne » du PS dont on attend avec impatience le vote de ses députés lors du débat parlementaire sur le budget. Pour la direction du PCF, très critique vis-à-vis du PS, pas question de construire une opposition, mais la tâche de l'heure est, selon Pierre Laurent, de « reconstruire autre chose à gauche » et de lancer un appel « à l'ensemble des forces de gauche pour un processus de dialogue et de travail »...

La crise et les réponses gouvernementales du PS expliquent en grande partie la percée du Front national, d'où la nécessité de s'opposer frontalement à lui aux élections, comme dans les mobilisations. Beaucoup partagent ce point de vue dans les rangs du Front de gauche. Voilà pour quoi nous sommes prêts, sur le plan politique, au débat et, chaque fois que cela sera possible, à l'action commune avec les composantes du Front de gauche qui y sont disposées, comme avec LO ou Alternative libertaire. La gauche anticapitaliste a montré sa force dans plusieurs pays d'Europe. Malgré le climat nauséabond que nous connaissons, elle est aussi à construire ici, sur des bases claires et unitaires.

Alain Krivine

FN ET UMP Le couplé gagnant ?

Deux jours à peine après les élections européennes, l'UMP s'enfoncé un peu plus dans le scandale Bygmalion, et le délitement de sa direction politique. La démission précipitée de Jean-François Copé, son remplacement provisoire par un triumvirat de crise, les déclarations tous azimuts de ses responsables incapables de sauver un semblant de cohésion interne, enfoncent un peu plus tout le système de la représentation politique dans un discrédit général. Ce ne peut que bénéficier à un Front national désormais consacré par les médias « premier parti de France ».

Chronique d'une victoire annoncée... Il n'y a guère que ceux qui n'avaient pas ouvert un journal ni regardé un journal télévisé depuis plusieurs semaines pour s'étonner de la victoire du F-Haine à l'élection européenne. Tous les sondages, à de rares exceptions près, annonçaient cette catastrophe pour notre camp social...

Le FN ne se sent plus

Le seul suspense résidait sur la capacité de l'UMP, parti puissant, implanté nationalement, à résister à un FN encore en construction, ramant notamment pour trouver des équipes militantes pour les élections municipales. Dès lors, la seule surprise réside dans l'écart creusé par l'extrême droite, avec le recul de l'UMP et l'effondrement d'un Parti socialiste contrôlant pourtant l'appareil d'État.

Certes, ce scrutin a été largement boudé par la majeure partie d'un corps électoral déçu – c'est un euphémisme – par la politique d'austérité à marche forcée et à l'annonce jusqu'à plus soif par les gouvernements Ayrault et Valls, mais, avec un quart des suffrages exprimés, soit quatre fois de plus qu'à la précédente élection de 2009, le Front national se sent pousser des ailes. Il peut continuer de plus belle à invoquer sa légitimité, et le « traitement



injuste » auquel le soumet le système de représentation non proportionnel à l'Assemblée nationale. C'est d'ailleurs la dissolution de cette dernière à laquelle ont appelé Jean-Marie et Marine Le Pen dès dimanche soir. Avec un aplomb dont elle a le secret, Marine Le Pen s'en est également pris aux médias supposés pratiquer un ostracisme envers son parti. Un comble lorsqu'on voit l'empressement de certaines chaînes, telles BFM Télé, à nous infliger son omniprésence sur les plateaux ces derniers mois...

La montée des nationalismes, des idées racistes xénophobes et

homophobes, exonèrent même aujourd'hui la future candidate à la présidence de la République à poursuivre sa politique de communication pour donner une image respectable à son parti. Ainsi, lors de son dernier meeting électoral à Marseille, Jean-Marie Le Pen a pu ainsi en toute impunité déclarer que pour enrayer l'accroissement démographique de certains pays d'Afrique, « Monseigneur Ebola pourrait régler ça en trois mois »...

L'UMP à la croisée des chemins

La responsabilité de la banalisation des discours racistes tenus par les

responsables d'extrême droite est collective à l'ensemble des partis institutionnels. Partageant les mêmes discours sécuritaires, les mêmes boucs émissaires (les Roms les immigrés, avec ou sans papiers) comme supposés responsables de tous les maux, ils ont contribué à donner une légitimité d'expression aux pires fascistes.

La véritable crise de régime ouverte par l'effondrement des partis institutionnels ne fait que commencer. En ce qui la concerne, l'UMP est à la croisée des chemins : soit restaurer un semblant d'autorité autour d'un nouveau chef, soit laisser ses cadres dériver vers le centre... ou se recaser dans un FN en quête de transfuges. Entre eurosceptiques, souverainistes affirmés et un manque général de ligne politique européenne, l'exercice s'annonce difficile à droite... aggravé par l'incertitude d'un retour de Sarkozy totalement éclaboussé par plusieurs affaires et scandales, dont Bygmalion pourrait être le point d'orgue.

Les anticapitalistes ont une lourde responsabilité à hâter la construction d'un front unique contre l'extrême droite et ses projets de recomposition. Comme le disait le révolutionnaire italien Gramsci, « l'ancien ne meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour, dans ce clair obscur surgissent les monstres »...

Alain Pajolat

PS ET EÉLV Crime et châtement...

À voir la tête des représentants du Parti socialiste et du gouvernement dimanche soir, ils ne semblaient pas s'attendre à une si grande raclée. Et pourtant...

Le scrutin des municipales quelques semaines auparavant auraient dû les alerter. Bien au contraire, Hollande et Valls, après un remaniement, ont continué la même politique en faveur du patronat et des plus riches en faisant voter un plan d'économies de 50 milliards d'euros accentuant ainsi la destruction des services publics et de notre protection sociale... Et le résultat électoral de cette politique ne s'est pas fait attendre : 13,98% pour le PS, et le FN comme « premier parti de France ». Deux ans après l'arrivée de Hollande à l'Élysée, on n'a jamais connu un gouvernement avec une base électorale aussi faible.

Le Parti socialiste n'est pas le seul à avoir été sanctionné. Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas pour Europe écologie-les Verts, même si ses dirigeants utilisent la méthode Coué en affirmant que les élections européennes 2014 sont « un bon cru » pour eux : avec 8,91%, ils perdent 8 députés... On a connu de meilleurs crus. Même si elle résiste, EÉLV paye dans ce

scrutin la participation au gouvernement et le refus d'être dans l'opposition. Et certains d'entre eux, comme Jean-Vincent Placé, appellent à une « remise en cause de la politique économique et sociale du gouvernement »... tout en précisant qu'ils ne le lâcheraient pas ! En restant la deuxième force « à gauche », les écologistes espèrent peser sur les futures négociations électorales pour les régionales. À chacun sa priorité.

Suite... et fin ?

Sur le plan institutionnel, le scrutin européen et la débâcle du PS ne changent rien. Hollande a été élu pour cinq ans et poursuit donc son mandat, comme l'a rappelé dès lundi matin Valls sur l'antenne de France Inter. Mais politiquement, la situation devient intenable, ou presque. Hollande est historiquement bas dans les sondages, n'a plus de base électorale et sa majorité de plus en plus frondeuse. Comment gouverner dans une telle situation ? La réponse a été rapide : comme si de rien n'était. Et dès dimanche



Et s'il ne reste qu'un électeur PS, ce sera lui ! DR

soir, Valls a annoncé qu'il n'y aurait aucun changement dans la politique menée, confirmé lundi soir par l'allocution de Hollande. Pour convaincre, ils nous ressortent donc la même recette : la promesse d'une nouvelle baisse d'impôts.

Cette posture du gouvernement pose de plus en plus problème à certains du Parti socialiste qui pensent déjà à 2017 et à l'après Hollande... Les grandes manœuvres ont donc bel et bien commencé. Les frondeurs ont d'ores et déjà annoncé qu'ils présenteront « une plateforme » de propositions qu'ils essaieront de faire voter, avec ou sans l'aval du

gouvernement. « Notre objectif, c'est d'être majoritaire dans la majorité », explique Pouria Amirshahi. Dans l'immédiat, ces députés demandent « au président d'inviter l'Union européenne à réviser le calendrier et le contenu des règles budgétaires qui étouffent la croissance ». À commencer par l'objectif des 3% de PIB de déficit.

D'autres comme Cambadélis et Dray en appellent à l'unité de toute la gauche « rouge, rose et verte », rejoint en ce sens par EÉLV. À voir si cet appel sera entendu par certains dans la gauche radicale...

Sandra Demarcq

THAÏLANDE L'armée au pouvoir pour une contre-révolution conservatrice

Le coup d'État militaire en Thaïlande vise à imposer une reprise en main du pays par les forces les plus conservatrices.

Réalisé le 20 mai et officialisé deux jours plus tard, le coup d'État militaire conclut une longue période de conflits politiques en Thaïlande au cours de laquelle le gouvernement issu des élections législatives de 2011 s'est progressivement vu privé de tous ses moyens par les forces conservatrices du pays. Depuis novembre 2013, des manifestations massives ont été organisées à Bangkok, la capitale, pour le paralyser et exiger sa démission. Le 7 mai dernier, la Cour constitutionnelle a démis de ses fonctions la Première ministre, Yingluck Shinawatra : un véritable coup d'État judiciaire. Maintenant, le général en chef de l'armée Prayuth Chan-ocha a directement pris les rênes du pouvoir.

Remise au pas générale

Le coup d'État militaire du 20 mai – le dix-neuvième depuis celui qui, en 1932, mit fin à la monarchie absolue – sanctionne l'échec du processus de « modernisation » institutionnelle du pays initiée en 1992 avec l'adoption d'une Constitution relativement progressiste pour le pays. Ce processus avait permis l'arrivée au pouvoir de nouveaux secteurs de la bourgeoisie incarnés par Thaksin Shinawatra, ainsi que la mobilisation électorale de secteurs populaires ruraux (dans le nord et le nord-est) ou urbains (à Bangkok). Le régime est alors entré en crise, sommé en quelque sorte de se réformer en profondeur. Une perspective impensable pour les élites



DR

traditionnelles : le Palais, l'armée, les institutions conservatrices, les grandes familles possédantes...

Les militaires ont tenté de porter un coup d'arrêt aux « réformateurs » avec la répression sanglante (93 morts) en 2010 des « chemises rouges », constituées pour l'essentiel du « petit peuple » soutenant Thaksin (du fait des programmes sociaux qu'il avait mis en œuvre), mais cela n'a pas suffi à empêcher une nouvelle victoire électorale de son parti, le Pheu Thai, et la nomination de sa sœur, Yingluck, au poste de Premier ministre.

Les forces réactionnaires (au sens littéral) tentent de réaliser aujourd'hui ce qu'elles n'ont pas réussi en 2010-2011 : une remise au pas générale du pays. Au nom de la lutte contre la corruption et le népotisme (des

maux partagés par toutes les élites du pays), elles ont su mobiliser pour ce faire les dites « classes moyennes » bangkokiennes. Elles annoncent une véritable (contre)révolution conservatrice, évoquant même le retour à un régime électoral au suffrage censitaire. Elles ciblent à la fois le clan des Thaksin, la montée en puissance politique de nouveaux entrepreneurs et commerçants, les secteurs populaires réclamant des réformes sociales et les tenants d'un régime démocratique.

Persistances des résistances et alternative

L'armée a procédé à une série d'arrestations et somme nombre de personnalités progressistes de se présenter à elle. Néanmoins et malgré les dangers encourus, des

mobilisations contre le coup d'État se sont déjà produites dans divers secteurs de Bangkok, à Chiangmai (au nord) et dans d'autres villes.

Ces mobilisations montrent que les réseaux construits au fil des ans dans le cadre du mouvement des « chemises rouges » restent implantés et actifs – même s'ils n'ont toujours pas donné naissance à une direction politique indépendante du clan Thaksin et de ses proches. Or, la résistance au coup d'État ne viendra pas de ces derniers, mais de secteurs populaires. Depuis la quasi-disparition du Parti communiste dans les années 1980, un parti de gauche significatif ne s'est toujours pas reconstitué en Thaïlande, mais il existe un grand nombre de réseaux sociaux très militants qui ont accumulé au fil des ans une expérience précieuse. C'est de là que vient l'espoir.

Les appels à la solidarité internationale ont été lancés par l'Assemblée du peuple, la Commission Asie des droits humains, l'Action pour la démocratie du peuple en Thaïlande (ACT4DEM) et ont été relayés par de nombreuses organisations de gauche de la région, comme le PSM (Malaisie), l'AWP (Pakistan), le PCB-ML (Bangladesh), le PLM (Philippines), ou par des personnalités « altermondialistes » comme Walden Bello. La solidarité internationale doit se manifester – et se manifester au-delà de la seule région Asie.

Pierre Rousset

1 – Voir sur ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30575>

MALI

De nouveau la guerre...

Le nord du Mali a de nouveau connu un embrasement de violence entre les groupes rebelles et les Fama (Forces armées maliennes) qui, après une journée d'intenses combats, ont dû capituler. Cela accentue la situation d'instabilité du pays.

Le conflit a commencé lors de la visite du nouveau Premier ministre Moussa Mara nommé il y a à peine quelques semaines. Le MNLA, mais aussi le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) qui rassemble une grande partie des anciens du mouvement islamiste d'Ansar Dine, et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), ont attaqué la délégation de la primature provoquant 36 morts. Le gouvernement malien a directement réagi en parlant de déclaration de guerre et a envoyé plusieurs centaines de soldats des Fama avec pour objectif de reprendre la ville. Cette offensive militaire a tourné rapidement au désavantage de l'armée malienne. Il semblerait que les groupes rebelles épaulés par des djihadistes en auraient profité pour reconquérir certaines villes du nord-est comme Ménaka et Anéfis. Cette crise n'est que le prolongement d'une situation qui se tend au fil des jours entre les groupes armés au nord du Mali et Bamako.



DR

Des négociations difficiles

Les accords de Ouagadougou, qui restent le cadre juridique dans lequel les négociations finales doivent se dérouler, avaient pour principal objectif un cessez-le-feu pour assurer la tenue des élections. Depuis qu'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a été élu, les négociations n'ont jamais réellement démarré et restent difficiles pour plusieurs raisons dont la multiplicité des groupes armés qui n'ont pas forcément les mêmes objectifs. La médiation qui au début était assurée par Blaise Compaoré du Burkina Faso, s'est diversifiée avec l'entrée en jeu des Algériens proches de Bamako, puis des Marocains plus proches du MNLA, et un pays exotique, du moins dans cette région, la Suisse...

En face, le gouvernement d'IBK qui a été élu massivement par la population est en train de décevoir : la situation sociale au Mali reste catastrophique et plusieurs affaires sont en train d'entacher sa probité et la bonne gouvernance, pour reprendre les termes du FMI et de la Banque mondiale. Pour répondre à une grande majorité de la population, IBK se doit d'être sur une ligne dure vis-à-vis des groupes rebelles. La défaite de l'armée malienne crée évidemment une nouvelle situation : elle renforce la position des groupes armés du nord, favorise la pénétration des groupes djihadistes dans la région et va rendre plus dépendant IBK de la Minusma, les troupes africaines de l'ONU, et de la France.

Dès le début du processus de réconciliation, les populations en ont été écartées. C'est aussi le cas pour les négociations qui pourtant vont discuter de l'avenir de leur région. Mais sur ce point, gouvernement et groupes armés sont d'accord. Il est clair que les discussions vont tourner autour d'un approfondissement de l'autonomie de la région du nord du Mali. L'enjeu pour certains groupes armés est leur capacité à faire main basse sur une partie du territoire pour contrôler les flux commerciaux, qu'ils soient légaux ou illégaux...

Une solution pérenne serait que les populations soient écoutées et que les fonds servent réellement à appuyer les projets économiques des populations. Cela implique qu'elles puissent contrôler effectivement l'affectation de l'argent reçu.

Paul Martial

TURQUIE La violence d'État en réponse

« Le massacre de Soma »... Comment qualifier autrement la mort de 301 travailleurs lors de l'explosion ayant eu lieu le 13 mai dans la mine de charbon de la ville de Soma ?

C'est bien ainsi que l'ont compris les dizaines de milliers de manifestants défilant dans les rues pour exprimer leur colère face à ce crime, pur produit des politiques néolibérales-conservatrices appliquées par l'AKP depuis 2002. Effrayé à l'idée que la nouvelle vague d'indignation puisse atteindre les classes populaires – la véritable base électorale du parti –, le gouvernement s'est dépêché, après quelques jours d'hésitation, de lancer une attaque idéologique et judiciaire, en dénonçant d'une part les méfaits du « capitalisme sauvage » et d'autre part en mettant en détention plusieurs responsables de la compagnie minière.

Mais la fracture culturelle et religieuse qui s'approfondit de jour en jour dans le pays est ici aussi déterminante. Alors que les intellectuels organiques de l'AKP s'efforcent de mettre en avant les liaisons d'Alp Gürkan, propriétaire de la compagnie, avec la grande bourgeoisie laïciste, l'opposition menée par le parti républicain (CHP) dénonce quant à elle le rôle de l'AKP dans l'ascension de Gürkan. Suite à la vague de protestation, la violence policière a atteint un

nouveau stade. Rappelons-nous que le Premier ministre avait la semaine dernière attrapé un protestataire par le col pour lui « expliquer » que « si tu hues le Premier ministre, tu te prends une baffe dans la gueule »... Ce qui s'était effectivement passé juste après lorsque Erdoğan frappa lui-même un contestataire, de même que l'un de ses conseillers et nombre de ses gardes du corps. Ces actes et paroles du Premier ministre ont été probablement perçus par l'appareil policier comme une incitation à élever le niveau de violence.

Criminalisation de la révolte

Ainsi, lors d'une manifestation de lycéens pour la commémoration de l'assassinat du jeune Berkin Elvan dans le quartier populaire d'Okmeydani (à majorité Alévi), dans la journée du jeudi 22 mai, la police anti-émeute a chargé et un jeune homme a été tué d'une balle dans la tête alors qu'il était venu participer à des obsèques dans le lieu de culte alévi. Au même moment Erdoğan affirmait dans une réunion que « s'il était véritablement un dictateur, personne ne pourrait sortir dans la rue » ! Lors des manifestations faisant suite à cet assassinat, un autre homme a perdu la vie dans le même



Istanbul, dans la nuit du 22 mai. DR

quartier... Et Erdoğan d'exprimer sa « stupéfaction devant la patience de la police » !

Erdoğan continue à jouer la carte de la criminalisation des mouvements de protestation afin de les isoler. D'autre part, il y a une démolition engendrée par la victoire – relative mais réelle – de l'AKP aux élections municipales du 30 mars 2014 (43,5%), et donc un certain affaiblissement de la radicalisation issue de la révolte de Gezi. Si les gens n'hésitent pas à défilier dans les rues, face aux assauts de la police, les masses se dispersent assez

rapidement, laissant la résistance aux seuls groupes d'extrême gauche. S'il n'est pas question de déserrer les rues, il est aussi grand temps de se mettre à la construction de longue haleine d'un mouvement contestant tout à la fois les politiques autoritaires mais surtout néolibérales de l'AKP, ce qui permettrait de toucher les couches laborieuses, la base électorale du parti. La réaction populaire face au système de soustraction et aux privatisations, suite au massacre de Soma, peut constituer une opportunité.

D'Istanbul, Uraz Aydin

EUROPE

Après le 25 mai

Au lendemain des élections européennes, l'Anticapitaliste ouvre ses colonnes à nos correspondants internationaux. Petit tour d'horizon de la situation sociale et politique dans différents pays emblématiques du vieux continent...

ÉTAT ESPAGNOL Tsunami politique, c'est n'est qu'un début!

Ces élections ont été un véritable tremblement de terre politique de plusieurs points de vue...

Elles ont d'abord confirmé l'effondrement du bipartisme, car le Parti populaire (PP, droite) a perdu plus de deux millions et demi de voix et le PSOE (Parti socialiste) presque trois millions...

Ensuite, parce que la percée de Podemos («On peut») est spectaculaire, et que son score global (7,96%) n'est pas loin de celui d'Izquierda Unida (9,99%) et même supérieur à Madrid (11,2%), en Aragonne (9,5%), dans les Asturies (13,67%), dans les Baléares (10,3%), en Cantabria (9,2%), des communautés où Podemos est donc devenu la troisième force politique. Pour résumer, Podemos, un mouvement politique né il y a quatre mois, qui compte plus de 400 comités de base, mais sans autres sources de financement que les collectes participatives («crowd fundings») et les souscriptions populaires, est devenu la quatrième force politique de l'État espagnol. En Catalogne, il y a eu une victoire des forces qui soutiennent l'autodétermination et le droit des peuples à décider de leur destin. Esquerra Republicana est en tête pour la première fois depuis la Deuxième République, et la droite nationaliste connaît un début de crise, et peut perdre son hégémonie politique et sociale à cause des politiques d'austérité menées depuis 2010. L'effondrement du PSOE est historique, à tel point que dans plusieurs régions et communautés, l'addition des voix Podemos-Izquierda Unida dépasse le PS...



Un 15M politique!

Podemos apparaît comme le parti du mouvement 15M (les Indignés), avec un discours anti-austérité décomplexé, contre la « caste politique », pour un audit de la dette publique, partisan d'un vrai processus constituant, et en lien avec Tsipras et Syriza au niveau européen. C'est la première fois depuis la fin de la dictature franquiste que les mouvements sociaux les plus radicaux ont trouvé un vrai débouché politique et un outil qui n'est peut être n'est pas ouvertement anticapitaliste, mais dans lequel la gauche anticapitaliste et révolutionnaire joue un rôle clé. Les résultats électoraux ouvrent une brèche énorme dans la gauche de l'État espagnol sur trois points. Le monopole électoral à la gauche du PSOE du PC, puis de Izquierda Unida est rompu. C'est la première fois que les marxistes révolutionnaires ont des élus et qu'ils jouent un rôle majeur dans un processus de recomposition de la gauche avec une influence de masse, même si Podemos reste très hétérogène et encore très ambigu sur beaucoup de questions stratégiques clés. Le monopole de la gauche indépendantiste basque, comme

seule force de masse anti-régime et ouvertement pour la rupture, même au delà du Pays basque, est aussi rompu. Sous l'effet de la violence politique, ce courant avait galvanisé et polarisé beaucoup de militantEs radicaux de tous courants de gauche durant plusieurs décennies. Enfin, Podemos apparaît comme une force qui veut bouleverser toute la scène politique et lutter ouvertement pour devenir majoritaire, tout en défendant en même temps une démarche unitaire. Podemos veut être candidat au pouvoir en s'appuyant sur les mouvements de masse : un outil pour une rupture démocratique. Enfin, résultat de l'effet Podemos, le populisme et l'extrême droite sont bloqués! Une donnée très positive est que, malgré la consolidation d'UPD (un parti réactionnaire, centraliste et populiste) avec 4 élus, le score important de Podemos a bloqué jusqu'à un certain point la progression d'options populistes ou même d'extrême droite (Vox et autres). C'est très important dans ce contexte de décomposition de la base sociale des partis traditionnels, notamment du PSOE, et en particulier dans les quartiers populaires.

Tâches et problèmes des révolutionnaires

Le terme qui résume assez bien la situation des camarades d'Izquierda Anticapitalista investis dans Podemos (une des nouvelles députés européennes en est membre) est celui de « débordement » : sur fond d'enthousiasme et de fatigue extrême, la situation grave nous oblige encore à assumer d'énormes responsabilités politiques, peut-être même les plus importantes depuis l'époque de la Révolution espagnole.

Il faut aujourd'hui participer à la construction de Podemos comme parti pluraliste, démocratique et militant implanté dans les luttes de masse, en préparant le Congrès d'automne et en construisant une direction par en bas pour limiter les dangers bonapartistes et substitutistes de la direction actuelle. Il s'agit aussi d'encadrer des milliers de militantEs qui ont pris ou prennent contact et qui vont arriver dans les groupes de base dans les jours et semaines qui viennent. Nous devons essayer de réfléchir sur la façon dont la percée électorale de Podemos peut aussi aider à une recomposition et à un rassemblement de la gauche syndicale, sous l'impulsion aussi des « Marches de la dignité » de mars dernier. Préparer nos propres rangs au tournant politique que nous sommes en train de vivre et nous organiser pour les prochaines échéances électorales font aussi partie de nos tâches. Enfin nous devons être capables d'avoir une activité politique propre à Izquierda Anticapitalista, à commencer cet été par notre cinquième université d'été, pour un renforcement significatif de nos propres rangs.

De Barcelone, Andreu Coll

GRÈCE Des résultats

Après le 1^{er} tour des municipales et régionales le 18 mai¹, plus la troïka mais aussi résistances du système bourgeois local

Il y a d'abord la forte poussée à gauche : si Athènes reste à la troïka intérieure, Syriza, avec G. Sakellariadis, obtient 48,6% et passe de 44 600 à 103 500 voix ! Et, belle surprise, la région d'Attique est remportée par Syriza, une victoire à caractère politique national contre un candidat du système : R. Dourou passe de 386 800 à 722 800 voix. Dans les deux cas, de fortes hausses de participation. À noter qu'alors que la direction du KKE refusait d'appeler à voter à gauche au 2^e tour, ces deux élections ont montré un report important de ses électeurs. Il en est de même dans pas mal de banlieues populaires remportées par des listes soutenues par Syriza et parfois par Antarsya : les scores dépassent parfois les 60% (Aigaleo, Vyronas, Kaisariani...). Fait important pour la suite, des maires soutenus par Syriza gagnent dans des fiefs des nazis : 62,3% à Keratsini, où fut assassiné Pavlos Fyssas. Et contre le sectarisme du KKE, Syriza et Antarsya ont appelé à voter pour le candidat KKE à Patras, la 3^e ville du pays : il est élu avec 59 800 voix (63,6%) contre 23 700 au premier tour, et dans la banlieue de Haïdari, le KKE l'emporte contre le Pasok avec 68,5%!

Dans le même temps, le système résiste grâce à des candidats dits

« indépendants » prétendant ne s'occuper que de gestion locale : aux régionales, la droite reste largement majoritaire, Syriza ne gagnant que 2 des 13 régions. Aux municipales, cette tactique a souvent marché, le pire étant Volos et le Pirée élisant des Bernard Tapie footex (avec le soutien des nazis au Pirée...), écartant toute alternative de gauche.

Que va faire Syriza de sa victoire?

Dimanche 25 mai, un troisième vote avait évidemment lieu : les élections européennes, précédées d'une campagne médiatique anti-gauche inimaginable en France ! Là encore, malgré le « séisme » que représente la victoire de Syriza, les résultats sont contradictoires, encore plus si on regarde les programmes à gauche. La comparaison des résultats de 2014 (avec une participation de 59,8%) avec ceux de 2009 est parlante. Syriza récolte 26,5% et 6 élus (en 2009 : 4,7% et 1 élu). ND (droite) : 22,8% et 5 élus (2009 : 32,3% et 8 élus). Pasok : 8% et 2 élus (2009 : 36,6% et 8 élus) ! KKE : 6% et 2 élus (2009 : 8,3% et 2 élus). Aube dorée - Chryssi Avgi : 9,4% et 3 élus (rien en 2009). Les écologistes : 0,9% et pas d'élu (2009 : 3,5% et un élu).

Face à ce résultat, Syriza demande déjà des législatives anticipées, et la droite et le Pasok se sont empressés

BELGIQUE gauche

Les quelque huit millions de citoyens appelés renouveler leurs représentants fédéraux ainsi qu'aux trois Parlements les problématiques européennes



Avec une Wallonie qui vote majoritairement à gauche (PS et Ecolo) et une Flandre qui vote majoritairement à droite (démocrates-chrétiens, libéraux, nationalistes, fascistes et populistes), l'État fédéral Belgique devient de plus en plus difficile à gouverner. Cette difficulté s'est manifestée spectaculairement après le scrutin fédéral de 2010 : suite au succès des nationalistes flamands de la NVA, le pays était resté 541 jours sans gouvernement fédéral...

La coalition mise en place à la fin de 2011 associait les partis socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens du nord et du sud du pays, sous la houlette du Premier ministre socialiste francophone Elio Di Rupo. Confronté à la sur-enchère à la fois nationaliste et ultra-libérale de la NVA dans l'opposition, le PS décida alors d'assumer une nouvelle réforme non démocratique de l'État, couplée à une politique antisociale d'une grande brutalité : 21 milliards d'euros d'assainissement budgétaire, allongement de la carrière, chasse aux chômeurs, traque des demandeurs d'asile... Dimanche 25 mai, on a donc fait les comptes de cette politique.

Poussée à gauche

En Flandre, les libéraux, les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates se sont légèrement redressés. Mais la NVA, de son côté, a siphonné ce qui était (encore) plus à droite sur l'échiquier – notamment le Vlaams Belang (fasciste) qui perd à peu près les deux tiers de ses voix. Résultat : même si le camp de la droite nationaliste, fasciste et populiste flamande recule globalement, la

NVA de Bart De Wever est plus difficilement contournable que jamais et d'autant plus résolue à peser qu'elle est soutenue par le patronat flamand. En Wallonie et à Bruxelles, la social-démocratie limite la casse et reste le premier parti, ce qui lui permet de prendre la main pour la formation des coalitions régionales. Les deux autres partenaires de la coalition fédérale reculent, principalement les libéraux qui perdent sur leur droite au profit du FDF à Bruxelles et du Parti

Les contradictions

Plusieurs tendances se dégagent: rejet de la politique de droite. Le second tour a confirmé ces contradictions.



Alexis Tsipras. DR

de dire que tout va bien (même s'ils disent avoir compris le message!). Au bilan de ces élections européennes, on peut dire qu'il y a un gros recul de la droite (ND) et surtout un effondrement du Pasok qui pourrait devenir facteur de crise interne. En même temps, autour de 2 millions de voix (35%) se sont prononcées pour les divers partis du système... De plus, il y a un enracinement effrayant des nazis et un renforcement global de l'extrême droite (autour d'1 million de voix). 35% ont voté à gauche de la social-démocratie, mais avec des contradictions: malgré une campagne

dynamique, Antarsya n'a que 0,7%, victime du vote utile. Syriza avait une bonne liste (avec parmi les éluEs, le résistant M. Glezos, Konstantina Kouneva, cette syndicaliste immigrée défigurée au vitriol par des nervis), mais après la disparition de la revendication d'abrogation de la dette et son discours de campagne «*le 25 on gagne, le 26, ils s'en vont*», Tsipras ne compte organiser aucune mobilisation de masse!

D'Athènes, A. Sartzekis

1 - <http://npa2009.org/content/grece-entre-les-deux-tours-des-elections-municipales-et-regionales>

Percée de la gauche

Plusieurs belges qui se sont rendus aux urnes dimanche étaient présents au Parlement européen mais aussi au Parlement régional (Flandre, Bruxelles et Wallonie). Sans surprise, ils n'ont occupé qu'une place mineure dans la campagne...



DR

Populaire (droite extrême) en Wallonie. Mais, globalement, le camp de la droite libérale se renforce. Par ailleurs, les Verts francophones (Ecolo), contrairement à leur amis flamands de Groen! subissent une très lourde défaite, qui les contraindra à quitter les exécutifs régionaux. Dans la classe ouvrière, le mécontentement face à l'austérité et au bilan de la social-démocratie (au pouvoir sans discontinuer depuis 1987) s'est traduit par une forte poussée à gauche. Celle-ci est

surtout perceptible dans le Sud du pays, où les listes PTB-GO! (Parti du Travail de Belgique-Gauche d'Ouverture: listes de rassemblement autour du PTB, avec la LCR et le PC, soutenues par des personnalités et des syndicalistes) réalisent une magnifique percée, surtout dans les régions industrielles de Liège et du Hainaut: deux députés feront leur entrée au Parlement fédéral, deux au Parlement wallon et quatre au Parlement bruxellois. Au Nord, le PVDA (équivalent du PTB) accueillait sur ses listes des candidats d'ouverture, notamment des membres de la LCR-SAP (section belge de la 4^e Internationale). Il fait plus de 8% dans le canton d'Anvers mais manque le siège à deux mille voix près au niveau de la province.

Les pronostics sur la prochaine coalition sont plus hasardeux que jamais. Une seule certitude: de nouvelles vagues d'austérité sont programmées, il faudra se battre, et combattre la ligne gestionnaire des bureaucraties syndicales. Nul doute que la percée de la gauche politique encouragera la gauche syndicale dans cette voie.

De Bruxelles, Daniel Tanuro

ALLEMAGNE Succès de la droite, stagnation de la gauche

Traditionnellement, la participation aux élections européennes est faible en Allemagne. Mais cette fois-ci, la participation a été plus forte qu'en 2009 (47,6% contre 43%). Les élections étaient combinées avec des élections communales dans dix régions sur seize (Bundesländer).

Les chrétiens conservateurs (CDU/CSU) d'Angela Merkel n'ont obtenu que 35,3% comparés aux 37,9% d'il y a cinq ans. Les libéraux du FDP ont obtenu seulement 3,4%, comparé aux 11% en 2009! Bien fait pour ce parti clientéliste. Mais l'AfD, l'Alternative pour l'Allemagne, fondée en 2013, qui avait obtenu 4,8% aux élections fédérales et n'était donc pas entré au Bundestag, a obtenu 7%. Tout en étant encore plus néolibéral que le FDP, l'AfD est aussi nationaliste, chauvine et élitiste. «Ne pas donner de l'argent aux grecs et aux autres perdants en Europe» était le profil... Ils exigent un maximum d'autonomie de l'État allemand, donc de quitter la zone euro pour séparer monétairement le Nord riche du Sud pauvre. Les leaders de l'AfD argumentent depuis longtemps pour réduire les droits des gens dits «improductifs» (comme les sans-emploi). Ils veulent un État fort, mieux à même de combattre les syndicats, les mouvements sociaux, les minorités discriminées et l'immigration.

Le SPD s'en sort pas mal avec 27,3% (2009: 20,8%), grâce à un discours social et démocratique cachant habilement sa responsabilité dans la politique de la grande coalition sous Merkel, une austérité brutale qui crée la misère pour des millions de personnes en Grèce et d'autres pays concernés. Les Verts, eux, obtiennent 10,7% (2009: 12,1%).

La Gauche doit changer de ligne

Die Linke (La Gauche) a obtenu 7,4% (2009: 7,5%). À cause de la plus forte participation, il a dû récolter plus de voix pour arriver plus ou moins au même pourcentage, mais c'est quand même la stagnation. Dans les sondages au niveau fédéral, Die Linke tourne autour des 10%, ce qui reste plus faible que son résultat dans les élections fédérales de 2009 (11,9%).

Die Linke n'a pas articulé la critique et le rejet de la politique de la troïka avec celui du cadre institutionnel de cette UE non-démocratique, pour proposer une alternative claire. Celle-ci aurait dû exprimer une solidarité



Angela Merkel. DR

internationaliste de classe, la volonté de construire des mobilisations internationales massives s'appuyant sur l'auto-activité et l'auto-organisation par en bas pour une autre union politique de l'Europe. Mais Die Linke n'a pas été au-delà d'une proposition de réforme de l'UE donnant plus de droits et de pouvoir au Parlement européen. Die Linke a aussi échoué à mettre au premier plan la situation désespérée de millions de gens à cause de la politique

de la troïka, à commencer par la Grèce. C'est cela qu'il fallait mettre au centre de la campagne électorale. Après la victoire de Syriza en Grèce, il s'agit de corriger la ligne de conduite. Car, avec une droite qui sort renforcée de ces élections européennes, la gauche radicale, elle, ne peut reprendre le devant de la scène qu'en s'appuyant sur la mobilisation et la solidarité de classe.

De Berlin, Manuel Kellner

HONGRIE La catastrophe continue

Dimanche 25 mai, la droite nationaliste du parti Fidesz de Viktor Orban (au pouvoir) a réussi à gagner une majorité absolue des voix des électeurs et électrices en Hongrie. Avec 51,5% des voix, il triomphe...

Lors des législatives du 6 avril dernier, il s'était maintenu au pouvoir grâce à des charcutages et redécoupages de circonscriptions électorales, gagnant les deux tiers des sièges avec 44,5% des suffrages. Cette fois, il peut se targuer d'avoir obtenu une majorité en voix.

Bruxelles dans le viseur du pouvoir

Pour y arriver, il a beaucoup joué sur la corde des ressentiments envers l'Union européenne, opportunément rendue responsable de tous les maux économiques et sociaux dont souffre (très réellement) la Hongrie. Le 20 mai dernier, il tonna dans un meeting contre l'UE, après que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) eut demandé aux autorités hongroises de «réexaminer» un texte de loi. En effet, en novembre 2013, le Fidesz et le parti fasciste Jobbik avait ensemble voté pour un texte qui supprime toute limitation de durée de la détention provisoire. La CEDH, qui n'est pas du tout un organe de l'Union européenne mais du Conseil de l'Europe – dont sont ainsi membres la Russie et la Turquie –, a critiqué ce texte de loi parce qu'il porte atteinte aux standards minimaux dans un État de droit.

Réponse de Viktor Orban en meeting électoral: «C'est l'ultime

preuve qu'à Bruxelles et à Strasbourg, dans l'Union européenne, les droits des criminels passent avant ceux des victimes et des innocents!» Toutefois, dans sa pratique gouvernementale, Orban a su jusqu'ici céder à l'Union européenne quand il le fallait, pour ne pas voir remis en cause les fonds structurels dont dépend une partie de l'économie hongroise.



Viktor Orban. DR

Une extrême droite incohérente...

À la deuxième place arrive le parti fasciste Jobbik. Avec 14,68%, son score est toutefois inférieur à celui obtenu au scrutin législatif où il avait alors obtenu 20,66% des voix. Cela est peut être dû,

en partie, à la distance de son électorat vis-à-vis de la politique européenne.

Sa campagne a aussi été en partie incohérente. Alors que le Jobbik est une formation nationaliste et résolument anti-européenne – deux députés d'extrême droite (un Jobbik et un ex-Jobbik) avait décroché le 13 février le drapeau de l'UE au Parlement pour le

profit de la Russie, sachant que le Jobbik adore (à l'instar de Marine Le Pen) le pouvoir de Poutine. Même le numéro un du parti, Gabor Vona, a fait partiellement campagne pour demander une égalisation des conditions économiques et sociales entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est, accusant l'UE, mais surtout le pouvoir de Viktor Orban de ne pas bien défendre les intérêts nationaux à l'intérieur de l'Union.

Le Jobbik, qui contrôle depuis décembre 2013 onze mairies devra examiner les possibilités de participer à la formation d'un groupe d'extrême droite au Parlement européen. Le 15 février dernier, le conseiller de Marine Le Pen aux affaires européennes – Ludovic de Danne – l'avait exclu de ce projet. Or, les partis autour du FN auraient suffisamment de sièges pour former un groupe à Strasbourg (il en faut au moins 25, le FN en compte 24 tout seul), mais ils doivent être issus de 7 pays différents. Ainsi, des alliances pourraient se former...

La gauche hongroise paye, elle, lourdement un triple handicap: ses divisions avant le scrutin européen, l'héritage stalinien du parti «socialiste» MSZP (10,92% des voix exprimées dimanche), mais aussi l'héritage des politiques libérales des gouvernements «de gauche» d'avant 2010... **Bertold du Ryon**

RENCONTRES

Leur écologie et la nôtre

Dans quelques jours auront lieu à Montreuil (93) des rencontres autour de l'écologie radicale¹. Le NPA en est partie prenante.

«Évoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change. C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ?» (André Gorz).

Les rencontres mettront en avant une écologie qui analyse les problèmes et traitent à la racine leurs causes profondes, qui propose une transformation en profondeur de la société. Une écologie autogestionnaire, anticapitaliste et antiproduktiviste, loin de l'écologie «institutionnelle» et des ONG qui cogèrent ce système.

Au cœur de la radicalité

Des luttes et expériences préfigurent une nouvelle société. Des résistances emblématiques s'opposent à l'agressivité du capitalisme : grands projets inutiles imposés, nucléaire, OGM... Et des communautés s'organisent pour s'émanciper de la dépendance au système économique, en recherchant l'autonomie alimentaire et énergétique, une rupture écologique et d'autres modes de production. On retrouve dans ces mouvements les mêmes réponses politiques aux maux du productivisme : refus de la course au profit, à la croissance, refus de l'industrialisme, autonomie vis-à-vis des États et des multinationales, etc.

L'écologie radicale existe donc, incarnée dans ces mouvements qui vont plus loin que les seules modifications des politiques publiques. Mais une transformation écologique et sociale radicale ne se fera pas sans un rapport de forces puissant.

Ces rencontres souhaitent s'adresser à celles et ceux qui se réclament aujourd'hui d'une écologie autre qu'institutionnelle : bilan de l'écologie politique, stratégie de lutte, transition écologique dans le monde du travail et dans la production ? Autant de questions à discuter. Venez !

CorrespondantEs Commission nationale écologie

1 - « Climat Social », rencontres de l'écologie radicale, dimanche 8 juin à partir de 10h, à Comme vous émoi, 5 rue de la Révolution, Montreuil.

SNCF «Mettre en échec le gouvernement et Pépy ne mettrait pas fin du jour au lendemain à la libéralisation du rail mais serait un coup d'arrêt sans précédent à l'échelle européenne»

Le 22 mai, les cheminots manifestaient pour quoi ?

Nous étions 22000 jeudi dernier contre le projet de réforme du système ferroviaire. Cette réforme s'inscrit dans la logique de libéralisation orchestrée à l'échelle européenne depuis le début des années 1990. Le premier volet aboutirait à la destruction de la SNCF telle que nous la connaissons. Le second volet «social» vise à attaquer nos conditions de vies.

Quel est l'aspect structurel de la réforme ?

Aujourd'hui, le ferroviaire est organisé autour de deux entreprises principales : la SNCF et RFF (Réseau ferré de France, gestionnaire du réseau). RFF a été créé en 1997 par le gouvernement de gauche plurielle (sous la tutelle d'un ministre PCF...) pour répondre aux exigences européennes qui imposaient la séparation comptable entre gestionnaire du réseau et exploitant. Mais en réalité, elle était fictive, RFF étant composé essentiellement de cadres, la SNCF payant à RFF des péages, quand RFF payait les missions d'aiguillage à la SNCF.

La réforme actuelle prétend mettre fin à cette séparation en réintégrant RFF. En fait, rien n'est plus faux ! Cette réforme prévoit en fait la séparation de la SNCF en trois entreprises distinctes. D'un côté, «SNCF Réseau» qui aurait à sa charge les activités lourdes en investissements de gestion du réseau, d'entretien et de réparation des voies ainsi que l'aiguillage. Elle aurait également à subir le poids de la dette du ferroviaire, environ 40 milliards d'euros. De l'autre côté, «SNCF Mobilités» qui regrouperait l'ensemble des activités de transport, ainsi que les ateliers de maintenance et les gares. Cette entreprise serait privatisable morceau par morceau, ligne par ligne... La dernière, «SNCF», serait une

Entretien. Ce jeudi 22 mai, les cheminots manifestaient à l'appel des fédérations CGT - UNSA - SUD Rail contre la réforme du ferroviaire. Au lendemain de cette journée, nous avons interviewé Guillaume, agent départ à Austerlitz, militant CGT et membre du NPA.



Les cheminotEs dans la rue contre la réforme jeudi 22 mai. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

maison mère ne regroupant quasiment que des cadres et gérerait le groupe SNCF et ses 950 filiales. On voit une logique : socialisation des pertes et privatisation des profits. Comment peut-on prétendre réunifier un système quand on passe de 2 à 3 entreprises ?

Peux-tu nous en dire plus sur le volet social de la réforme ?

Comme l'aspect structurel, le gouvernement justifie ce volet par l'ouverture à la concurrence. Il s'agirait de mettre fin aux disparités en termes de réglementation du travail entre les cheminots SNCF et ceux des entreprises privées. Ils veulent mettre en place une convention collective qui remplacerait le RH0077, le règlement qui encadre notre temps de travail, nos nombres de repos, etc. Il s'agit d'aligner les conditions de travail des 150 000 cheminots du public sur celles des 5 000 cheminots du privé. Par exemple, nous bénéficions de 52 repos doubles par an,

le privé lui en a 25. Il s'agit bien de nous faire travailler plus en diminuant les effectifs. C'est d'autant plus cynique quand l'on sait que les principaux concurrents de la SNCF sont des filiales de droit privé du groupe SNCF.

Quels seront les effets de cette réforme sur les usagers ?

Si on regarde les conséquences de ce type de réforme en Angleterre, l'État a dû augmenter ses investissements publics. La sécurité des circulations a fortement diminué (avec des accidents mortels pour les cheminots et les usagers), les lignes non rentables ont été supprimées, les dessertes diminuées, mais les prix, eux, ont augmenté, tout comme les profits. L'aspect social de la réforme peut avoir un impact sur les usagers. En tant que voyageur, je serais moins confiant à l'idée d'être dans un train conduit par un conducteur de 62 ans sur la route depuis trois jours que par un collègue de 50 ans encadré par une certaine réglementation du travail.

Et maintenant, quelles suites ? Quelles sont les revendications des cheminots NPA ?

Dans les prochains jours, un

préavis reconductible va être déposé par la CGT et SUD Rail, l'UNSA vient de faire volte-face en demandant un délai de réflexion pour savoir si elle suivait. Les cheminots anticapitalistes défendront l'idée d'une grève active, démocratique dans laquelle la question d'arrêter les circulations sera déterminante, tout comme la popularisation et l'extension de la lutte.

La première étape, c'est de gagner le retrait de la réforme. Mettre en échec le gouvernement et Pépy ne mettrait pas fin du jour au lendemain à la libéralisation du rail mais serait un coup d'arrêt sans précédent à l'échelle européenne. Cependant la situation actuelle n'est pas acceptable : le fret et le transport de voyageurs international sont déjà soumis à la concurrence, la séparation entre la SNCF et RFF est inacceptable. Nous revendiquons la réintégration de RFF au sein de la SNCF, l'extension du RH0077 et du statut cheminot à l'ensemble des salariés des entreprises privées, des filiales et sous-traitants dans l'optique de revenir à un monopole public du rail, libéré des logiques de profit. *Propos recueillis par Matthieu Chapuis (aiguilleur à Paris Est)*

PHÉBUS (78) Des conducteurs déterminés

Ce lundi 26 mai, les conducteurs de la société Phébus (filiale de la SVTU filiale de Keolis filiale de la SNCF!) entament leur 15^e jour de grève. Le conflit a totalement paralysé le trafic sur Versailles et les villes alentours pendant 10 jours (65 000 usagers transportés quotidiennement).

La grève est partie d'un ras-le-bol général sur les conditions de travail et les salaires. Certains chauffeurs ont des amplitudes de travail de 14 heures et la prime d'intéressement, touchée en avril, a chuté de 800 euros à moins de 200 euros, cela malgré les profits colossaux que fait cette société filiale de la SNCF.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Troisième semaine

Les grévistes, composés de mécaniciens et de la quasi-totalité des conducteurs, ont bloqué le dépôt 24h/24 pour obtenir une augmentation de 5%. La direction espérait

démoraliser les grévistes en faisant lever le blocage par la voie judiciaire, mais la détermination reste entière. Sous une pluie battante, la venue d'Olivier Besancenot le mardi 20 mai, jour de

passage au tribunal, a été très appréciée des grévistes. Par deux fois, un cortège d'une centaine de grévistes a manifesté jusqu'au siège de SVTU, et au tribunal, en plein cœur de Versailles

embouteillé. Face au directeur, l'avocat des grévistes a démontré que les chiffres des bénéfices avaient été truqués pour justifier la baisse des primes. Pour autant, après 2 jours de négociation à l'inspection du travail, la proposition du patron ne dépassait pas les 1% d'augmentation... Pour les «phébusiens» c'est trop peu pour reprendre, et ils ont donc entamé une troisième semaine de grève, plus déterminés que jamais. Ces deux semaines à se relayer pour défendre leur outil de travail, c'est déjà une première victoire par la solidarité qui s'est créée entre eux. *Correspondants*

JEAN-LOUIS HURST

Vie et mort d'un internationaliste anticolonialiste

Maurienne, c'était son nom de guerre, probablement choisi en référence au haut lieu de la résistance anti-nazie que fut cette région. Il repose depuis le mercredi 21 mai au cimetière Diar Essâada d'Alger, dans cette terre qu'il a contribué à libérer du joug du colonialisme français. Sur sa tombe, une épitaphe : «J'ai quitté ma famille, j'ai quitté mon pays, je suis citoyen du monde»...

PSA Ils continuent à programmer la mort des usines

Le contrat anti social imposé par la direction de PSA l'année dernière indiquait qu'aucun site PSA ne serait fermé en France avant 2016. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient...

Tavarès, le nouveau patron de PSA, veut y appliquer la recette Renault, son ancien employeur : faire mourir lentement les usines plutôt que de les fermer brutalement.

À Borny (59), Poissy (78)... et en Slovaquie!

Ainsi, la fusion des usines PSA de Metz – Borny et de Trémery est à l'ordre du jour. Cette mesure apparemment juridique prépare à terme la liquidation du site Borny sans avoir à annoncer la fermeture d'une usine puisque ce ne serait plus que la partie d'un seul établissement. Dès maintenant, alors qu'il y a 1 680 salariéEs à Borny, la fabrication des nouvelles boîtes de vitesses est annulée et 160 postes de travail ont déjà été supprimés.

En même temps, les menaces se précisent sur l'usine de Poissy, la dernière grande usine de PSA dans la région parisienne (et plus grosse concentration ouvrière) après la fermeture d'Aulnay. La production de la prochaine C3, la petite voiture Citroën, sera effectuée à Trnava en Slovaquie alors que le modèle actuel est fabriqué à Poissy. La production des 208 est passée sur une seule ligne de montage depuis janvier. Les plans de la direction visent à réserver à Poissy la fabrication des versions luxueuses de petites voitures : vu leur prix de vente élevé, elles généreront peut-être des profits, mais ni des volumes de production ni de l'emploi. Les effectifs pourraient descendre de 5 800 à 3 000 postes en CDI.

La Slovaquie est la nouvelle arrière-cour de Peugeot, avec une capacité de production de 300 000 voitures par an, le tiers du total des voitures PSA produites en France. Et pour Renault, ce sont la Slovaquie, la Roumanie et le Maroc ! Alors que la production d'automobiles en Europe ne va pas augmenter, au lieu de répartir le travail entre tous, ces nouvelles implantations accroissent la surproduction capitaliste. L'objectif est d'aiguiser la concurrence entre usines et salariéEs.

Premières ripostes

Tavarès s'est rendu vendredi 23 mai au matin à Poissy. Il n'a pas pénétré dans les ateliers, se contentant de recevoir les syndicats – sauf SUD – dans les locaux de la direction. Il n'a en rien démenti les plans annoncés. L'après-midi, à l'appel de la CGT, un débrayage de 150 ouvrierEs a été suivi d'un défilé dans l'usine et d'une AG de discussion d'une heure.

Suite au désengagement financier de la famille Peugeot, l'État se retrouve maintenant actionnaire du groupe et est coresponsable des décisions annoncées. Le plan Varin s'applique sur toute la ligne. « L'overtime », imposant l'augmentation sans préavis de la journée de



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

travail suite aux possibles pannes des machines, suscite un mécontentement croissant avec des débrayages dans plusieurs usines. Après Aulnay, ils continuent donc à s'en prendre

à l'emploi. C'est seulement plus forts, plus rassemblés et coordonnés sur tous les sites que l'on pourra les faire reculer!

Jean-Claude Vessillier

HÔPITAUX Un mouvement qui se construit

Le jeudi 22 mai s'est réunie à Nanterre (92) la deuxième Assemblée générale des hôpitaux confrontés aux restructurations et à l'austérité. Initiée par les personnels en lutte et les syndicats CGT et SUD de l'EPSM de Caen, elle faisait suite à une première AG qui s'était tenue le 4 avril à Caen.



DR

Cette assemblée générale a montré la vitalité d'un mouvement qui dérange l'administration hospitalière, et derrière elle le gouvernement : trois jours avant la réunion, la direction de l'AP-HP retirait l'autorisation de tenir l'assemblée à l'Hôtel-Dieu pour d'obscures raisons de « sécurité »...

C'est aussi le « dialogue social » et le monopole des fédérations syndicales sur la (non)mobilisation qui est ainsi remis en cause, comme en témoigne l'adresse envoyée par la fédération CGT à ses syndicats pour

les inciter à ne pas se rendre à l'AG de Nanterre... Sud Santé Sociaux a été la seule fédération syndicale à apporter son soutien. La Coordination nationale infirmière, la coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité et l'UFAS (Union française des aides soignants) étaient également présentes.

Un outil unitaire et militant

Malgré les obstacles, 57 établissements, dont 12 CHU (plus qu'à la première AG), étaient présents, avec une « parité » entre syndicats CGT et SUD.

Dans une ambiance conviviale et constructive, hors de tout sectarisme, des militantEs et équipes syndicales ont discuté des attaques contre l'hôpital (patients et personnels), de la répression qui tombe sur les secteurs combattifs, et des initiatives à prendre pour coordonner les luttes.

À travers ces débats se construit démocratiquement un outil unitaire et militant. Les participantEs ont adopté un appel et décidé de se retrouver à Caen le 18 juin. À la fois pour soutenir les personnels et syndicats de Caen face à la répression dont ils sont l'objet et pour décider des perspectives de mobilisation pour l'automne, le vote de la loi de financement de la Sécurité sociale étant une échéance déterminante. Cette nouvelle AG sera cruciale car il s'agira cette fois d'envisager concrètement comment construire la mobilisation.

Correspondants

1 – Disponible sur le site NPA santé sécu social : <http://sante-secu-social.npa2009.org/spip.php?article4736>

POISSY / SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78) Hôpitaux malades, personnels et usagers mobilisés



« Des métiers formidables, des conditions fors minables » : un mot d'ordre qui résonne de plus en plus dans le monde du travail en souffrance. Quand il s'agit de la santé et notamment de la psychiatrie d'un grand hôpital comme celui de Poissy / Saint-Germain-en-Laye, cela devient carrément insupportable...

C'est cela qu'ont exprimé mardi 20 mai les hospitaliers en lutte depuis des mois, lors de la visite d'entreprises des Yvelines en lutte par Olivier Besancenot, tête de liste pour les européennes en Île-de-France.

Malgré le droit d'alerte, les débrayages journaliers depuis le 3 mars avec piquet de grève animé à l'entrée de l'hôpital, le soutien de SUD, de la CGT et le collectif de défense de l'hôpital, la direction reste sourde aux revendications. Sous-effectifs chroniques, fermeture de lits, surcharge des tâches, manque de temps, vétusté scandaleuse des locaux, pressions pour multiplier les actes et les sorties prématurées... Tout cela entraîne culpabilisation et stress des soignantEs, et souffrances aggravées des patientEs, mais aussi une révolte légitime du personnel.

La seule réponse de la direction aux demandes de moyens tant matériels que professionnels, est de faire appliquer une gestion comptable aux ordres de la politique de rentabilité financière de l'ARS, bras armé de l'application de la loi HPST, particulièrement aggravée par la loi de 2011 sur les hospitalisations sous contrainte, demandant plus de personnel!

Coupes très sombres

Poissy est un exemple de la psychiatrie maltraitée, comme de nombreux services hospitaliers à qui le gouvernement veut encore imposer nationalement des coupes sombres : 10 milliards d'économies réalisées forcément sur le personnel, comme à Poissy par des centaines de départs non remplacés. Par ailleurs, partout à l'hôpital, se met en place de façon insidieuse une forme de « polyvalence » déqualifiante entre services et métiers pour pallier le manque d'effectifs, dégradant encore la qualité des soins.

On craint aussi le gel probable d'un nouveau et plus que nécessaire service des urgences. Après la fermeture des urgences de Saint-Germain, l'engorgement actuel serait dramatiquement aggravé par le scandaleux démantèlement programmé de l'hôpital de proximité de Maisons-Laffitte, offert au privé...

Le NPA soutient la volonté de coordination départementale yvelinoise des collectifs de défense usagers/personnel de ces hôpitaux en lutte, tout en popularisant les mobilisations locales en cours. Tout cela montre une juste et profonde volonté de refuser la marchandisation de la santé au détriment de tous... sauf du privé!

Correspondants

Quel plus bel hommage pouvait être rendu à Jean-Louis Hurst que la foule algérienne l'accompagnant à ses obsèques... Lui qui modestement, lorsqu'il militait au sein des réseaux de soutien au FLN, s'était défini lui-même comme « le frère des frères », comme s'appelaient entre eux les moujahidines. Les représentants du gouvernement algérien n'ont pu faire moins que de donner un caractère officiel à cette cérémonie où se côtoyaient d'anciens combattants de la première heure de la guerre de libération, des militants du Parti socialiste des travailleurs, et des anonymes venus saluer un « juste » qui avait fait le choix de combattre à leur côté.

Militant du Parti communiste, il a très vite été en rupture avec la ligne politique du parti sur la question coloniale. Alors



que le mot d'ordre du parti « Paix en Algérie » reste flou sur la question de l'indépendance, il décide rapidement que dans cette sale guerre colonialiste, la seule position pour un révolutionnaire est de ne pas s'en rendre complice et de rejoindre le mouvement de libération nationale. C'est ainsi que dès 1957, à l'âge de 22 ans, le jeune officier entre en contact avec le réseau d'André Jeanson, puis d'Henri Curiel, communément surnommés « les porteurs de valises ».

« Lutter contre son propre impérialisme »

En toute logique, lorsqu'il reçoit l'année suivante sa feuille de route pour l'Algérie, il décide de désertier et de rentrer dans la clandestinité pour continuer le combat. Comme il le disait lui-même « Cela ne faisait pas l'ombre d'un doute, j'avais déjà

déserté dans ma tête... » En 1959, il crée avec quelques amis le mouvement Jeune résistance, « une tribune mise à la disposition de la jeunesse française résistante à la guerre d'Algérie et au fascisme ». Cette organisation permettra d'organiser des désertions et des insoumissions d'appelés qui seront à l'origine en septembre 1960 du manifeste des 121, également appelé « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie », impulsé par Jean-Paul Sartre et François Maspero : la seule initiative conséquente des intellectuels français pendant la guerre coloniale. En 1962, dès l'indépendance proclamée, Jean-Louis Hurst le « pied rouge » ira s'installer à Alger qu'il quittera quelques années plus tard, déçu par les dérives autoritaires du nouveau régime. On ne peut aujourd'hui encore réaliser le courage qu'il fallut à ces anticolonialistes

français qui s'engagèrent dans le soutien à la guerre de libération nationale du peuple algérien. Cela face à une opinion publique hostile à la perte de « ses colonies », une social-démocratie chauvine assumant pleinement la répression d'un pouvoir d'État qu'elle partageait avec les gaullistes, allant jusqu'à assumer les exécutions des militants anticolonialistes, et un PCF qui limitait ses ambitions au retrait des troupes et à la restauration de la paix...

Le premier devoir d'un révolutionnaire est de lutter contre son propre impérialisme... Jean-Louis et ses camarades ne se payaient pas de mots. À nous et aux générations militantes qui suivront de mettre nos principes en harmonie avec nos actes.

Salut Maurienne, ton combat continue!
Alain Pajolat



Les comités en action!

Le Havre (76) Les forces de l'ordre protègent le FN. Après avoir été expulsés du marché de Sotteville-lès-Rouen par 200 manifestantEs, Le Pen et le FN avaient organisé mercredi 21 mai au Havre leur meeting de campagne dans la plus grande discrétion: pas d'appel public, entrées sur invitation...

L'intersyndicale antifasciste qui s'est reconstituée au Havre suite au stage Visa était déjà intervenue avant les municipales par la diffusion large d'un tract démontant le discours FN. Un collectif unitaire, élargi pour l'occasion (CGT, FSU, Solidaires, Unef, LDH, ARAC, Mouvement de la Paix, Attac, femmes solidaires, PCF, Ensemble, NPA) a donc appelé à manifester devant le meeting, malgré une configuration peu propice du fait de la programmation le même soir d'un meeting Front de gauche et d'un spectacle anti-raciste.



JEAN-LUC MAIL

200 manifestantEs se sont cependant retrouvés à 17h sous une pluie battante. Quelques barrières de sécurité écartées et nous avons pu nous mettre à l'abri des intempéries... devant les portes de la salle de spectacle (appartenant à la mairie et gérée par délégation de service public). L'occasion de chanter quelques slogans qui ont retenti jusque dans le centre commercial attenant en attendant l'arrivée des «invitéEs»...

C'était sans compter sur les «forces de l'ordre» (BIPN, BAC, CRS...) qui nous ont dégagés sans ménagement tout en ouvrant une entrée secondaire pour les militantEs FN. Toute la stratégie du gouvernement, visant à faire croire qu'il n'y aurait pas d'autre alternative à leurs politiques d'austérité que le FN, ne nous a pas empêchés de crier bien fort devant le meeting que «c'est la politique antisociale qui fait le jeu du Front national!»

Perpignan (66) Victoire au procès BDS!

La relaxe en première instance de Bernard, Jeanne et Yamina a été confirmée en appel le 19 mai à Montpellier. Après 4 ans de procédures et 6 renvois, c'est une victoire de nos camarades et du mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) à Perpignan comme partout en France. Une nouvelle victoire après celle de Pontoise contre les officines pro-Israéliennes qui cherchent à faire croire que l'appel au boycott, en particulier contre Israël, serait illégal alors qu'il entre dans le cadre normal de la liberté d'expression dans une société démocratique.

Le combat et la campagne BDS continuent et doivent se renforcer et s'élargir. L'année 2014 a été déclarée année de la Palestine par l'Onu. Nous veillerons qu'elle soit aussi l'année de BDS. Dans le cadre du marathon judiciaire autour des procès, nous prenons rendez-vous le 22 septembre pour le procès en appel de nos 7 camarades d'Alençon, et nous apportons notre soutien aux 12 boycotteurs mulhousiens condamnés en appel à de lourdes amendes, et qui ont introduit un pourvoi en cassation contre ce jugement inique.

En attendant nous poursuivons la signature de la pétition adressée à la garde des Sceaux Christiane Taubira pour qu'à la lumière des dernières décisions de justice, elle prenne enfin la décision d'annuler la scandaleuse circulaire Alliot-Marie.



BR



Après les européennes, le NPA n'aura rien de l'État. Aidez-nous, souscrivez!



Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

Européennes

NPA: des résultats décevants dans un combat inégal

Nos résultats sont très faibles: 0,46% dans le Nord-Ouest, 0,46% dans l'Ouest, 0,34% dans l'Est, 0,54% dans le Sud-Ouest et 0,85% en Île-de-France.

Le fait que nous n'ayons pas, pour des raisons financières, été en mesure de mettre nos professions de foi et nos bulletins de vote dans les enveloppes électorales envoyées aux électeurs et électrices a indéniablement joué contre nous. C'est pour une large part ce qui explique le décalage entre nos résultats et ceux de Lutte ouvrière. Cette difficulté renvoie à celle que nous avons eu à nous mobiliser pour la souscription pour nous donner les moyens matériels de défendre plus largement et mieux nos idées. Notre campagne est restée essentiellement une campagne locale de construction. Elle a été utile et a rencontré une sympathie qui ne s'est pas exprimée dans les urnes. Mais cette sympathie est bien réelle et ouvre des possibilités militantes sans rapport avec les résultats.



Meeting à Paris, jeudi 22 mai. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Nous savions que nous avions un lourd handicap dans un contexte de profond recul social et politique. C'est en toute lucidité que nous avons fait le choix d'être présents malgré ce handicap, pour défendre nos idées et perspectives dans le débat politique.

De ce point de vue, la campagne est un point d'appui pour renforcer notre travail de reconstruction, et engager la riposte indispensable pour enrayer la régression sociale et politique qui engendre le monstre du FN. Un combat urgent et indispensable.

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité

et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service,

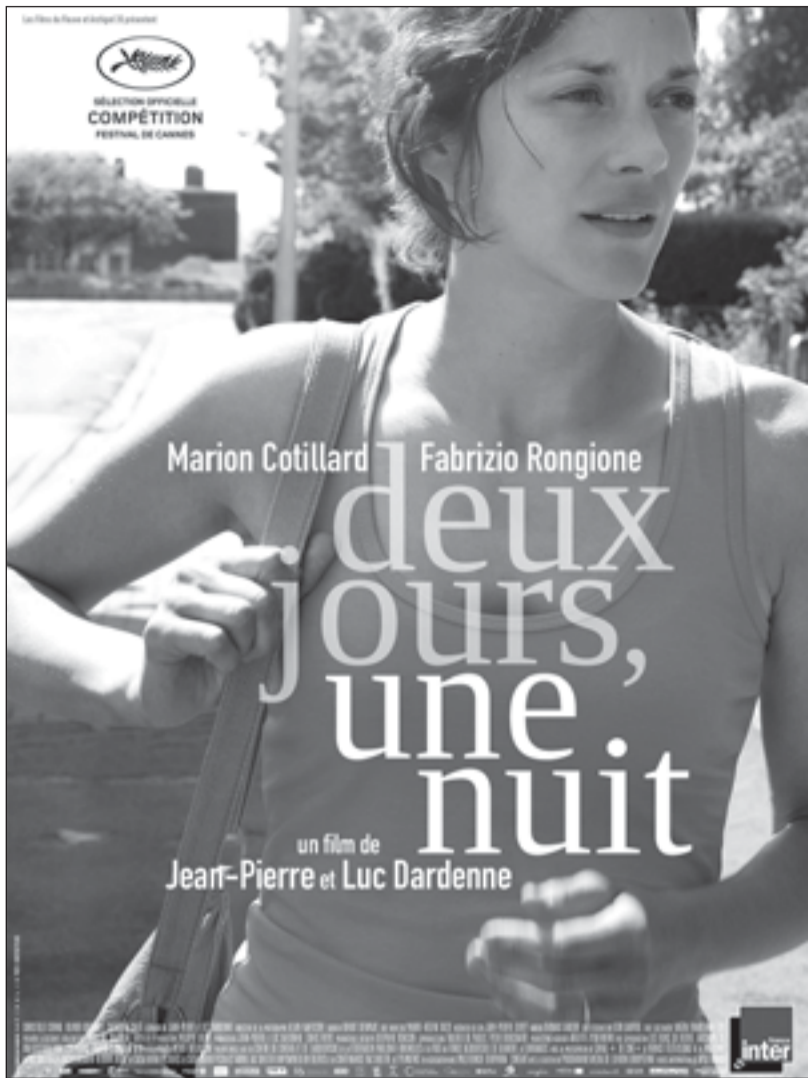
pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org



Le NPA à la fête de LO

Du samedi 7 au lundi 9 juin à lieu à Presles (95) la traditionnelle fête de Lutte ouvrière. Comme chaque année, le NPA y sera présent. Nous tiendrons un stand dans le village politique durant les trois jours, et le dimanche 8 juin à 18 h aura lieu un débat entre le NPA et LO: «Face à l'offensive anti-ouvrière du gouvernement et du patronat, quelle opposition construire? Une opposition unitaire de gauche au gouvernement ou une force politique clairement sur une base de classe, communiste et révolutionnaire?». Sandra Demarcq et Camille Jouve y participeront pour le NPA.



Cinéma

Deux jours, une nuit en débat

Mercredi 21 mai est sorti en salle le nouveau film des frères Dardenne¹, qui a été un des événements du dernier festival de Cannes. Comme son contenu est sujet à discussion, la page culture de L'Anticapitaliste ouvre le débat à travers deux chroniques de ce film.

(wallons, marocains et congolais), et où l'héroïne se remet difficilement d'une dépression due au harcèlement d'un contremaître et d'un patron ignoble. Le suspense est intense pendant tout le film car il n'est jamais certain que Sandra trouvera la force d'aller jusqu'au bout, tant la possibilité de fuir par le biais de sédatifs et autres anxiolytiques est forte. L'amour d'un mari (Fabrizio Rongione) et sa pulsion de mère lui permettra pourtant, au-delà du résultat du référendum, de finalement gagner son combat.

Sylvain Chardon

Dans ce nouveau film, les salariéEs, les collègues de Sandra ont à choisir entre une prime et leur collègue. Ce choix, finalement simple, apparaît comme une parabole de ce qu'est aujourd'hui l'organisation du travail dans de nombreuses entreprises : le management qui casse les collectifs et qui met en concurrence les salariéEs les uns avec les autres, faisant reposer sur eux des choix qui n'en sont pas. Combien d'entreprises ont demandé à leurs salariéEs d'accepter de travailler de nuit, ou de baisser les salaires pour échapper à la menace d'un plan de licenciement ou d'une délocalisation ? Le film évite les réponses simples et dresse des portraits complexes de ces ouvriers pris dans leurs difficultés quotidiennes et pour qui ces mille euros peuvent représenter une bouée. Entre le courage de l'une et la lâcheté des autres.

Moins radical, tant dans la narration que dans la manière de filmer (on est loin des longues séquences caméra à l'épaule, souvent dans la pénombre, de *Rosetta* ou du *Fils*), ce film s'inscrit dans une filmographie d'une incroyable richesse et d'une grande cohérence. C'est presque banal de le dire pour un film des frères Dardenne, mais c'est une œuvre importante. Car au-delà des questions sociales et politiques que ce film prend à bras-le-corps, c'est un film haletant, une sorte de course contre la montre au cœur de la lutte des classes, servie par des acteurs qui semblent tous être à leur place. Un film superbe, qui aide à penser l'émancipation à hauteur d'individu.

Pierre Baton

1 - *Deux jours, une nuit* de Jean-Pierre et Luc Dardenne, avec Marion Cotillard, Fabrizio Rongione et Pili Groyne.

Une jeune femme, Sandra (Marion Cotillard, magnifique tant elle sait se vouëter pour s'adapter à son rôle de technicienne dépressive), n'a qu'un week-end pour sauver son emploi et inverser le résultat d'un référendum qui propose l'obtention d'une prime contre la suppression de son poste. Partout dans le monde, les salariéEs sont placés devant des choix qui les opposent les uns aux autres, les piègent aussi bien qu'un chantage. Partout, c'est-à-dire dans l'entreprise moderne, celle qui doit faire face à la « concurrence internationale », être compétitive : le fric ou l'emploi ? Une loi française vient même d'être promulguée pour encadrer ce choix (l'ANI), c'est tout dire ! Jean-Pierre et Luc Dardenne signent donc un état des lieux implacable de ce monde du travail mais passent un peu à côté de leur sujet par manque de réalisme et de connaissance minimale du monde du travail. Ni en France ni en Belgique, on ne peut

légalement licencier une salariée au retour d'un congé maladie et encore moins par le biais d'un référendum. Des patrons ne se privent certes pas de violer la loi et de licencier des salariés malades mais à condition que personne ne moufte ! Ce qui n'est pas le cas ici où deux salariés de l'entreprise se révoltent et vont aider Sandra à regagner sa dignité. Notons que dans la vraie vie, ils seraient allés voir la FGTB et le problème était résolu... Mais il n'y aurait pas eu de film ! Autre problème, plus grave pour les frères Dardenne, c'est qu'ils sont totalement déconnectés du prolétariat réel et de la société réelle. Ils présentent une prime de 1000 euros comme une somme fabuleuse, un appât décisif pour supprimer un poste de travail. Pourtant, tous les salariés présentés dans le film se paient à crédit leur maison principale et/ou possèdent une voiture à plus de 20000 euros ! Ne boudons néanmoins pas ce film où les prolos sont des Belges de toutes origines, comme dans la vraie vie cette fois

Chanson française

Rémo Gary: la révolte en chantant

Il y avait foule en octobre dernier au théâtre de Bourg-en-Bresse pour célébrer le départ à la retraite du chanteur Rémo Gary. Il publie ces jours-ci un nouvel album.

La retraite se dit en espagnol *la Jubilación!*, et c'est ce nom que Gary avait d'ailleurs donné à cet événement, en pleine bagarre contre la « réforme » Ayrault ! Il avait convié plus d'une vingtaine de ses amis, ses marraines Francesca Solleville et Anne Sylvestre, mais aussi Michèle Bernard, Véronique Pestel... Lunaire et précis, sur scène, entre deux chansons, il assurait la présentation ; il y fut donc question de luttes et de Besancenot, des poètes et de l'amitié. Avant de clôturer ce bel après-midi en entonnant à l'unisson de la salle la « Marseillaise » du chanteur Gaston Couté (1880-1911) : « *Et, seule guerre nécessaire / Faisons la guerre au Capital, / Puisque son or : soleil du mal / Ne fait germer que la misère* ».

Colère et espérance

Cette révolte se retrouve, intacte, dans l'album qui paraît ces jours-ci : *Idées reçues*¹. Il démontre ainsi, par l'exemple, dans ce disque, que la colère et l'espérance ne se disent pas seulement dans des slogans, mais parfois se jouent des mots et se dégagent des formules toutes faites, rouillées et immobiles. Gary prévient : « *J'aime les idées reçues / Seulement je n'en reçois plus assez / Plus assez [...] / J'aime bien les lieux communs / Seulement j'n'en croise plus bien / Plus beaucoup / Plus de bourse du travail / Les bourses n'ont rien qui vaillent* ». S'il y a la tristesse, bien réelle, celle provoquée par la disparition des amis (« *Nous qu'on n'est pas déjà morts* » dédiée au chanteur Allain Leprest),

par les défaites politiques, il n'est pas question de s'y résoudre. L'enjeu est bien de « [...] faire quelque chose avec la tristesse », des chansons par exemple. Ces dernières saluent les fleurs des révolutions, les amours qui durent, l'érotisme, la mémoire des luttes ouvrières. Elles bâtissent ainsi comme un Panthéon des opprimés, où Lorca rime avec Guevara, Maïakovski avec Bouazizi. Et si l'on peut discuter la présence de quelques-uns, on retiendra qu'au loin des commémorations pieuses, il y est question d'« être / ce que ceux-là / voulaient pour nous ». À l'écoute, on songe à Mahmoud Darwich pour qui : « *En poésie, on ne réplique pas à une voix extérieure tonitruante par une voix de même volume* ». Délicates et fraternelles,

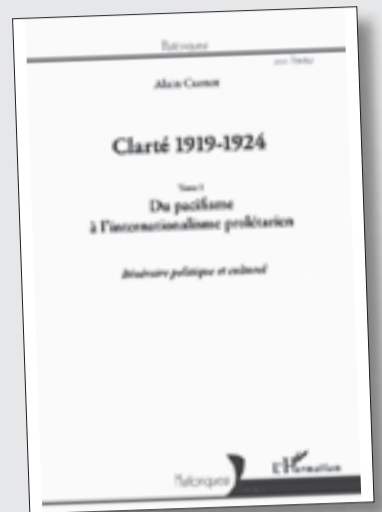


les chansons de Gary (accompagné pour la musique de C. Bressat-Blum et J. Clément) répliquent à leur façon aux discours assourdissants du monde capitaliste. Le résultat peut paraître dérisoire aux experts-comptables des rapports de forces. Car ce n'est pas là qu'il agit. Gary n'écrit pas tant en militant, ce qu'il est par ailleurs, mais avant tout en camarade : il s'adresse à celles et ceux que ce monde insupporte et qui se réchauffent au contact des luttes, des complots amoureux, à la mémoire de l'histoire passée et à l'espoir de celle à venir. Il est précieux qu'il y ait encore des artistes pour se soucier de créer de tels « lieux communs ».

Olivier Neveu

1 - <http://www.remogary.com>

Essai



Clarté 1919-1924. T1. Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien / Clarté 1924-1928. T2. Du surréalisme au trotskisme
Alain Cuenot, l'Harmattan, 2011, 25 euros.

Au moment où, de gauche comme de droite, « on » compatit devant l'horreur de la Première Guerre mondiale, la parution de cet ouvrage d'Alain Cuenot est salutaire, nous allions dire hygiénique... N'a-t-on pas vu en la mairie socialiste de Paris une expo intitulée « Fusillés pour l'exemple » en l'honneur des déserteurs ? N'a-t-on pas entendu en son temps un Sarkozy verser une larme « en mémoire de ceux qui n'ont pas tenu » ?

Alain Cuenot nous fait revivre cette aventure intellectuelle née en 1919 de l'horreur de la boucherie impérialiste. Le pacifisme a servi de porte-voix à toute une génération qui s'est regroupée dans le « Groupe Clarté » : de Henri Barbusse le fondateur, à Paul Vaillant-Couturier, aux surréalistes, à Victor Serge... jusqu'à Anatole France, Roland Dorgelès, Georges Duhamel, Paul Fort, Pierre Jean Jouve, Victor Margueritte, Jules Romains, et même Léon Blum ! Cet élan, Barbusse a voulu et su le fédérer, au prix de l'éclectisme bien sûr. Pacifisme n'est pas antimilitarisme, et on n'allie pas dans la « clarté » (sic) les surréalistes, Victor Serge et Léon Blum. C'est le devenir de cette révolte morale et politique, incarnée si différemment, que Alain Cuenot nous fait découvrir. Cette trajectoire qui conduira certains vers la Révolution bolchevique, puis vers l'Opposition de gauche, puis au trotskisme ; d'autres, au nom du réalisme, iront au stalinisme ; et enfin certains finiront dans le marécage collabo toujours au nom du pacifisme...

Les libraires de La Brèche

Présentation des deux ouvrages par l'auteur Alain Cuenot
À la librairie La Brèche le jeudi 5 juin à partir de 18 h

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

POSTIERS DU 92 **“ Pour gagner, il faut tout d'abord tenir et continuer à tisser des liens avec d'autres ”**

Entretien. Postiers du 92 et grévistes, Gaël Quirante, Brahim Ibrahimi, Dalila Ben Farhat et Mohamed Ziani, tous représentants de SUD Activités postales 92, ont passé 10 heures en garde à vue à la Sûreté territoriale mercredi 21 mai. À quasiment 4 mois de grève, Gaël et Brahim expliquent la situation de leur lutte.

Quatre, parmi vous, ont été mis en garde à vue mercredi 21 mai. Pourquoi ?

Gaël : Au départ, nous étions cinq, convoqués pour « affaire vous concernant ». Dès notre entrée dans le commissariat, on nous a annoncé que l'un d'entre nous serait entendu en tant que témoin, et que les quatre autres étaient mis en garde à vue. On nous a interrogés les uns après les autres. Ils nous ont posé toutes sortes de questions sur ce qui s'était passé les 13 et 20 février derniers : avec l'ensemble des grévistes du 92, nous étions entrés à deux reprises dans le siège de La Poste. Ils ont essayé de nous faire dire que nous aurions été violents avec les vigiles et que nous aurions dégradé du matériel... Ils n'ont pas hésité à faire de faux arrêts maladies et interruptions temporaires de travail pour donner du crédit à leurs accusations fantaisistes. En réalité, La Poste n'a pas supporté que des postiers de plusieurs établissements se fédèrent et viennent faire entendre leur voix, particulièrement le 20 février : c'était le jour du conseil d'administration du groupe La Poste, où le PDG Philippe Wahl s'enorgueillissait de pouvoir annoncer 627 millions de bénéficiaires. Alors vous imaginez bien que voir débouler dans leur siège social, le jour de la grand-messe, une centaine de grévistes qui dénoncent les subventions publiques qui accompagnent les contrats précaires... La Poste a touché 293 millions d'euros en 2013 au titre du « Crédit d'impôt compétitivité emploi », et elle continue pourtant à supprimer des emplois par milliers. Dénoncer cette injustice, c'est toucher du doigt une source de profits énormes, et c'est remettre en cause la politique du gouvernement actuel, lui-même patron de La Poste : des milliards pour le patronat, sans aucune contrepartie derrière.

Quelle importance accordez-vous au soutien qui s'est exprimé lors de la garde à vue ?

Brahim : Voir 350 personnes se rassembler devant la Sûreté territoriale à deux reprises, au moment de notre entrée dans le commissariat et à notre sortie, honnêtement ça a fait chaud au cœur. Et ça a compté pour qu'on soit libérés dès le soir : quand tout le monde s'est mis à crier « libérez nos camarades ! », on l'entendait à travers les murs du commissariat et je peux vous dire que les policiers faisaient la tronche ! À la fin, ils en avaient marre et ils regardaient tous leur montre !



Brahim Ibrahimi. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

C'était très important qu'une réaction ait lieu : se retrouver 10 heures en garde à vue uniquement pour avoir fait grève, c'est grave. Cela aurait été impensable il y a quelques années. À chaque grève, la répression va plus loin : 3 procédures de licenciements contre les représentants départementaux et procès pour prétendue « séquestration » en 2010, 11 procédures de licenciements contre des représentants départementaux et locaux du 92 mais aussi de Paris cette année, avec garde à vue à la clé... et la prochaine fois, qu'est-ce qu'il va se passer ? Au final en demandant à la police de nous mettre en garde à vue, La Poste a provoqué un soutien bien plus large autour des postiers du 92 que ce qui s'était exprimé jusqu'à présent. On est même passé dans toute une série de médias nationaux qui, jusqu'ici, n'avaient pas parlé de nous, même après plus de 100 jours de grève...

Où en est la grève ? Pensez-vous qu'il est possible de gagner ?

Gaël : Après 117 jours, la grève est toujours majoritaire à Reuil-Malmaison, La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, et Gennevilliers et le taux de grève est de 30% à Courbevoie, et de 25% à Asnières. Cela représente entre 90 et 100 grévistes en reconductible, avec des pointes à plus de 200 grévistes sur le 92 lors des journées avec des préavis nationaux comme mercredi 21 mai dernier.

Concernant les revendications, il ne nous reste au final plus que deux points sur laquelle la direction doit encore céder. Nous avons obtenu le report de plus d'un an des restructurations visant Courbevoie et Reuil. Pour mémoire, Reuil est le seul centre postal du pays à n'avoir pas subi de suppressions de tournées depuis 15 ans et a conservé un régime de travail plus favorable que dans la plupart des centres postaux (un samedi sur deux de repos) suite à plusieurs conflits reconductibles (en 2006, 2007 et 2009). Les facteurs remplaçants à Courbevoie ont obtenu leur « sectorisation », c'est-à-dire une limitation du nombre de tournées qu'ils peuvent être amenés à effectuer au lieu de « rouler » sur l'ensemble du bureau. La Garenne-Colombes ne subira plus 2 mais seulement une suppression de tournée. Deux des quatre précaires qui avaient été virés ont été embauchés en CDI, la troisième a trouvé un travail dans une autre entreprise, et Sandrine, la quatrième collègue, a obtenu l'engagement qu'elle serait embauchée en CDI si elle obtient son permis d'ici début 2015.

Là où les négociations bloquent, c'est qu'on demande tout simplement qu'en attendant d'avoir son permis (et son CDI !), Sandrine puisse avoir un CDD qui lui permette de gagner un salaire au lieu de rester au chômage. Et les facteurs de Gennevilliers, en grève depuis le 11 février, qui acceptent deux suppressions de tournées, demandent



Gaël Quirante. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

simplement que le nombre de cases sur leur casier de tri n'augmente pas... Autant dire que ça ne coûterait pas grand chose à La Poste ! La prolongation de la grève lui coûte même plus cher que ça ! Mais elle a prévu de faire passer de lundi 26 mai au mardi 3 juin plusieurs d'entre nous en commission disciplinaire : comme avec la garde à vue, elle espère que cela fera pression sur nous pour abandonner nos revendications. Mais au lendemain des gardes à vue, nous étions toujours autant en grève, et dès le lendemain matin, nous étions en déplacement auprès des facteurs de Paris 15, qui se sont, eux et elles aussi, mis en grève contre une restructuration qui supprime des tournées et dégrade leur régime de travail. Au lieu de nous faire rentrer dans le rang, nous continuons à chercher à tisser des liens avec d'autres postiers et avec d'autres secteurs en lutte. Pour gagner, il faut tout d'abord tenir et continuer à tisser des liens avec d'autres. Et le soutien qui continuera à s'exprimer autour de nous contribuera à faire céder La Poste.

Propos recueillis par Robert Pelletier

Pour aider les grévistes, donnez à la caisse de grève en envoyant vos chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal 92250 La Garenne-Colombes, chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention « solidarité grévistes » au dos
Facebook: Sudposte Hauts de seine
Blog: <http://grevedespostiersdu92.tumblr.com>

Vu ailleurs

hastat PAPIERS À VENDRE. Alors que l'Union européenne ferme ses portes à des milliers de migrants qui viennent s'échouer sur les côtes de Sicile, certains candidats à l'installation ont trouvé une parade. Pas besoin de maîtriser la langue du pays d'accueil, de faire preuve d'un intérêt particulier pour son histoire et sa culture... Il suffit d'un portefeuille bien garni et d'être prêt à se délester de quelques dizaines de milliers d'euros au profit d'une entreprise ou d'un État. La Lettonie a été l'un des premiers pays à voir dans son appartenance à l'Union européenne une source de profits potentiels. Depuis 2010, ce petit pays au bord de la mer Baltique est devenue l'une des portes d'entrée dans l'eldorado européen. À Riga, la capitale, loin des plages de Lampedusa et de ses « boat-people », les candidats au permis de séjour débarquent plutôt dans les services lettons de l'immigration avec leur agent immobilier et leur interprète. Russes et Chinois sont majoritaires. Condition sine qua non pour obtenir un permis de séjour : posséder un bien immobilier sur le sol letton – d'une valeur minimale de 150 000 euros dans la capitale, moitié moins en province. Certains, moins nombreux, ont choisi une des autres options offertes : investir dans une entreprise nationale ou placer 300 000 euros dans une banque lettone. À la clé, un permis de séjour de cinq ans, qui peut ensuite devenir permanent. [...] La Lettonie est loin d'être le seul pays européen à proposer ces nouveaux visas. Combien dans l'Union pratiquent ce marchandage ? Deux ? Cinq ? Une quinzaine ! [...] Il s'agit seulement d'être riche. La différence se situe dans les montants imposés et le suivi de ces nouveaux résidents. [...] Et en France, qu'en est-il ? L'hexagone ne propose pas de conditions d'accès aussi favorables que ses voisins. Toutefois, dans un document de la Commission européenne, il est précisé que des permis de résidence pour « contributions économiques exceptionnelles » peuvent être attribués en France à des actionnaires (au moins 30% de capital) de grandes sociétés. Les conditions : créer 50 emplois en France ou investir au moins 10 millions d'euros. [...] Celles et ceux qui ne disposent pas de ces visas « business class » en paient le prix fort : 23 000 migrants sont morts aux portes de l'Europe depuis 14 ans.

« Quand la citoyenneté européenne devient une marchandise », Morgane Thimel, *Bastamag*, le jeudi 22 mai 2014

S'abonner à
L'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org